l'Opinion

N° 2772 DATÉ DU 28 MAI 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Comment (bien) nourrir le monde ?
Pages 5 à 8
La sélection de l'Opinion

Gaza-Israël : la « monstruosité sans nom » de Rima Hassan

A juste titre, les scènes d'horreur, dimanche soir à Rafah, suscitent l'indignation et les condamnations internationales. Selon le Hamas, au moins 45 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, à la suite d'un bombardement israélien sur un camp de personnes déplacées dans la bande de Gaza. Parmi elles, de nombreuses femmes et enfants. Une fois de plus, les civils innocents paient le prix fort d'une guerre déclenchée par l'attaque terroriste du Hamas. Depuis le début de la réplique israélienne, les civils représentent environ les deux tiers des 35 000 morts palestiniens. C'est insoutenable.

Certes, les Israéliens restent traumatisés par le pogrom du 7 octobre, impeccablement décrit par la journaliste Lee Yaron dans un récent livre. Majoritairement, ils sont désormais indifférents à la souffrance de leurs voisins palestiniens. Si cela peut expliquer le déchaînement de violences dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, cela ne saurait le justifier.

Dénoncer ce que fait Israël quand Israël s'égare hors du droit international humanitaire est une chose, légitime et nécessaire. C'est une tout autre chose de s'en prendre à ce qu'est Israël, à son existence en tant que telle : un Etat juif et démocratique, une société pluraliste, avec une vigoureuse opposition à la politique de Benjamin Netanyahu.

Les propos de l'égérie insoumise Rima Hassan sont inacceptables. « Israël est une monstruosité sans nom », prétend la candidate LFI, condamnant l'Etat hébreu dans son essence même, après avoir expliqué qu'« Israël ne survivra pas dans sa forme actuelle ». Cette antisioniste radicale paraît sans limites, jusqu'aux limites de l'antisémitisme quand elle assure que le gouvernement français s'exprime « à la demande du Crif » - dit autrement, qu'il est la marionnette des juifs. Cela est indigne. Aux électeurs de gauche de s'en souvenir.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet

Face à un scrutin européen qui lui échappe depuis six mois, le chef de l'Etat multiplie les audaces pour tenter d'enclencher une remontada dans la dernière ligne droite

Macron bascule en mode risque-tout



KAK

Tapis

Dans les enquêtes d'opinion, la majorité présidentielle ne parvient pas à combler son retard sur le Rassemblement national. **Le chef de l'Etat cherche comment entrer en campagne**. Lors du dernier scrutin européen de 2019, sa participation dans la dernière ligne droite avait permis à son camp de terminer à touche-touche avec le RN. Emmanuel Macron a proposé un débat avec Marine Le Pen.

François-Xavier Bourmaud

Il voulait scénariser son second mandat façon Netflix. Du suspens, de la tension et tout un tas de rebondissements. Le voilà à jouer « L'amour du risque », vieille série plan-plan des années 1980 au charme désuet et éculé. A l'approche d'un scrutin européen aux conséquences potentiellement ravageuses pour lui, Emmanuel Macron ressort la martingale de la « prise de risque », corollaire de la disruption, au cœur de son ADN politique. Jusqu'à présent, l'outil s'est révélé plutôt efficace. En lui permettant d'accéder à l'Elysée en 2017, quand personne ne misait sur ses chances. En l'aidant à sortir de la crise des Gilets jaunes en 2018 avec le débat national, quand son entourage lui recommandait de ne pas s'exposer autant. En le poussant à déconfiner plus tôt qu'attendu lors de la crise du Covid en 2019, quand tout le monde lui recommandait de patienter. Pari risqué à chaque fois, mais dont le président de la République a toujours récolté un bénéfice politique. Au point d'en faire un mantra.

Dès qu'un doute apparaît ou qu'une mise en garde surgit, Emmanuel Macron tranche : « Il faut prendre son risque ». Plus le danger est élevé, plus le risque est fort. Comme avec ce déplacement surprise en Nouvelle-Calédonie pour tenter de remettre le processus d'autodétermination sur les rails après les émeutes. Pourtant, « le dossier calédonien relève forcément de Matignon. C'est même l'histoire du dossier, s'étonne un macroniste de la première heure. Quand l'Elysée reprend en main la gestion politique, cela donne l'impression que le Premier ministre n'y arrive pas et cela place le Président en première ligne. S'il échoue, il n'y a plus de recours ».

Failles. Risque maximum donc. Comme avec cette proposition de débattre avec Marine Le Pen avant le scrutin européen, contre toute logique institutionnelle.

Emmanuel Macron l'a avancée dans *Le Parisien dimanche* : « Si on pense que c'est une élection où se joue une partie du destin de la France, ce que je crois, il faut débattre. Je suis à sa disposition. La balle est dans son camp ». Sa rivale l'a saisie au bond en acceptant la confrontation, mais à

●●● *Pages 2 et 3*

Sur le projet de loi agricole, un vote très serré en perspective

Sueurs froides

A l'Assemblée nationale, les textes passent et se ressemblent. Sur le projet de loi d'orientation agricole, le gouvernement a tenté, une fois de plus, de travailler avec Les Républicains. Pas de deal officiel, mais une coopération en coulisses, pour contourner une séquence qui s'annonçait périlleuse. « Nous travaillons en bonne intelligence avec les oppositions constructives, et notamment LR et Julien Dive », déclarait en ce sens à l'Opinion la ministre des Relations avec le Parlement Marie Lebec, à l'arrivée du texte en séance publique.

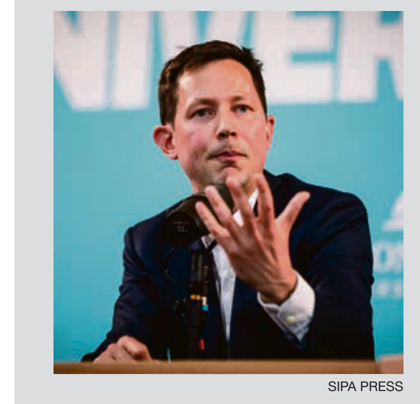
Deux semaines plus tard, le gouvernement a des sueurs froides. A quelques heures du vote solennel prévu ce mardi 28 mai, la majorité n'est pas garantie. Certes, Julien Dive s'est réjoui publiquement d'avoir réussi à peser sur le texte. Plusieurs de ses amendements ont été adoptés, notamment concernant le renoncement à la création de groupements fonciers agricoles d'investissement.

Mais son groupe ne suit pas. « La plupart des députés LR ne voient pas l'intérêt de rouler avec le gouvernement au moment des européennes sur un texte où ils n'ont rien lâché », résume un cadre de droite, alors que seule la FNSEA soutient le texte. « Olivier Marleix ne veut pas perdre la face, il veut montrer qu'il n'est pas la courroie de transmission du gouvernement », estime de son côté un fin connaisseur du dossier.

Mardi matin, Julien Dive s'exprimera devant ses collègues. S'il réfléchit encore à sa position personnelle, il tentera de convaincre la droite de ne pas s'opposer au texte. Le gouvernement, lui, revoit ses calculs. A ce stade, en plus de la majorité présidentielle, seul le groupe Liot prévoit majoritairement un soutien. Une abstention massive de la part des Républicains pourrait mener l'exécutif à un incident de dernière minute. Et compliquer, encore, les relations entre les deux camps.

Dinah Cohen et Emmanuelle Ducros
@DinahCohen
@emma_ducros

La mission (quasi) impossible de Bellamy


SIPA PRESS

La tête de liste des Républicains aux européennes est, pour l'heure, créditée de 7,5 % des voix dans le dernier sondage Rolling Ifop pour *Le Figaro*, LCI et Sud Radio. Il est parvenu à capter l'attention avec son coup de gueule contre le duel Bardella-Attal sur France 2. Reste encore à convertir la curiosité en voix. ***Page 3***

Après la tempête, Alstom enfin sur de bons rails

Avec une action fixée à 13 euros pour son augmentation de capital, le groupe compte lever 1 milliard d'euros ***Page 3***

Gaza : les soutiens européens de Mohammad Mustafa

Le Premier ministre de l'Autorité palestinienne est reçu au plus haut niveau par les dirigeants du Vieux Continent ***Page 11***

L'armée américaine se prépare à un conflit près de Taïwan

Les Marines ont participé à un exercice conjoint dans le nord des Philippines ***Notre supplément the Wall Street Journal***



Macron bascule en mode risque-tout

●●● *Suite de la page 1*
condition que le chef de l'Etat mette dans la balance sa démission ou la dissolution de l'Assemblée nationale en cas de défaite. Un coup pour rien. Et une prise de risque du Président qui a désarçonné jusque dans son propre camp. Pourquoi s'exposer autant avec cette proposition de débat ? « Je ne suis pas sûr que j'aurai imaginé spontanément que ce serait une bonne idée », glisse l'ancien premier ministre Edouard Philippe, résumant l'étonnement général dans la majorité.

D'autant que le Premier ministre venait tout juste de sortir d'un face-à-face avec Jordan Bardella, parvenant à plusieurs reprises à pointer des failles chez son adversaire. Un débat auquel Gabriel Attal rechignait, jusqu'à ce qu'Emmanuel Macron lui demande expressément de s'y plier. Mais contre toute attente, c'est un autre candidat qui semblait remporter le match. La tête de liste LR François-Xavier Bellamy qui, en dénonçant l'organisation du débat entre le Premier ministre et la tête de liste RN, s'attirait un vif succès sur les réseaux sociaux.

Ces prises de risque successives vont de pair avec une surexposition médiatique frénétique du chef de l'Etat. Interview dans *L'Express* pour parler d'économie, sur CNBC pour parler de VivaTech, sur Nouvelle-Calédonie la 1re pour détailler ses propositions,

> ***« Au bout de sept ans, les vents sont forcément contraires, observe un proche du chef de l'Etat. La prise de risque est d'autant plus nécessaire que nous évoluons dans une écriture informationnelle et médiatique qui donne la prime à l'immédiateté et à l'émotion »***

dans *Le Parisien Dimanche* pour revenir sur son déplacement outre-mer et parler d'Europe… Emmanuel Macron est partout, tout le temps, pour parler de tout. Et tenter de peser sur le scrutin de juin. Ces élections européennes, il ne sait plus par quel bout les prendre.

Au début de l'année déjà, la nomination de Gabriel Attal à Matignon – prise de risque là encore - visait à endiguer la concurrence de Jordan Bardella. Ça n'a pas marché. La tête de liste RN, campe toujours au-dessus des 30 % dans les sondages. Avec la poussée de Raphaël Glucksmann pour le PS, qui talonne désormais Renaissance, l'ombre de la défaite s'épaissit. Et avec elle, celle d'une deuxième partie de mandat empêchée. Poussant Emmanuel Macron toujours plus loin dans la prise de risque.

Déjà-vu. Depuis sa réélection en 2022, l'outil s'est pourtant émoussé. La création du Conseil national de la refondation était inattendue. Elle a fait long feu. Comme les « cent jours d'apaisement » post-réforme des retraites, fracassés sur les émeutes urbaines de juillet 2023. Comme les rencontres de Saint-Denis aussi, ce rendez-vous à huis clos avec les chefs des partis pour tenter de dégager du consensus. Mais l'« initiative politique d'ampleur » a elle aussi fini par s'enliser. Tout comme son « rendez-vous avec la Nation » annoncé en décembre 2023, promesse d'un nouveau départ pour un second quinquennat n'ayant jamais réussi à décoller. L'affaire s'est terminée en conférence de presse solennelle à l'Elysée. Avec un air de déjà-vu.

« Au bout de sept ans, les vents sont forcément contraires, observe un proche du chef de l'Etat. La prise de risque est d'autant plus nécessaire que nous évoluons dans une écriture informationnelle et médiatique qui donne la prime à l'immédiateté et à l'émotion. C'est notre défi de réussir à faire entendre un discours modéré dans cet environnement ». Sans succès pour l'instant. Le risque, ça eut payé, mais ça paie plus. Dans son camp, le président de la République est l'un des derniers à croire à une remontada de sa liste dans la dernière ligne droite. « La prise de risque étant dans son ADN, elle peut intervenir à tout moment », glisse-t-on dans l'entourage du Président.

Lequel réfléchit toujours à participer à un meeting de Renaissance. Ou à s'adresser aux


SIPA PRESS

Le déplacement du **Président** en Nouvelle-Calédonie a surpris jusque dans son camp, où l'on s'étonne de la gestion d'« un dossier qui relève forcément de Matignon ».

Français avant le scrutin. Il mise aussi sur les commémorations du 80e anniversaire du Débarquement pour instiller une piqûre de rappel dans l'opinion sur les dangers de l'extrême droite. Après tout, c'est aussi en s'impliquant lors des dernières élections européennes de 2019 qu'il avait réussi à terminer à touche-touche avec le RN. C'est un pari. Plus le risque est élevé, plus le bénéfice politique peut être fort. Mais en cas de défaite, cela coûtera d'autant plus cher. Emmanuel Macron en parle parfois. A un moment, il faut aussi savoir « prendre sa perte ».

@fxbourmaud

Il s'agace contre ceux qui jouent déjà l'après européennes

Il fallait bien que cela finisse ainsi, par un agacement présidentiel. En 24 heures, trois responsables de la majorité ont joué à saute-mouton avec le calendrier électoral, enjambant le scrutin des européennes le 9 juin pour anticiper l'après.

La réaction de l'Elysée est venue ce lundi après-midi. La réunion hebdomadaire de coordination de la majorité a été l'occasion de rappeler que la gestion du 10 juin et des semaines suivantes relevait des prérogatives du chef de l'Etat. Face à Matignon et à la direction des groupes parlementaires de la majorité, l'entourage d'Emmanuel Macron a rappelé que priorité devait être accordée au « faire plutôt qu'aux commentaires ».

Dimanche, sur France Inter, le président du MoDem, François Bayrou a plaidé pour qu'« à partir du 10 juin, on dessine un paysage politique nouveau », ajoutant dans la foulée : « Je n'irai pas plus loin. » Le lendemain, sur RTL, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a, elle, franchi ce pas : « Une extrême droite à plus de 35%, ce sera un fait politique majeur. Il faudra collectivement s'interroger. Il y a des actions à mener. On ne pourra pas faire comme si de rien n'était. » En revanche, la piste d'une dissolution de l'Assemblée ne serait pas la bonne, a-t-elle assuré puisque le problème ne vient pas de l'institution qu'elle préside.

« Vautours ». Le goût macroniste pour l'anticipation ne s'arrête pas là. La ministre déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé a convié la totalité des députés Renaissance à une soirée organisée à son ministère le 11 juin, deux jours après les européennes. Cette réception XXL, révélée par Politico, permettra de tirer les conséquences des résultats. Ancienne présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée, Aurore Bergé veut conserver un lien avec les parlementaires de la majorité et ambitionne de jouer un rôle dans la suite du quinquennat. Le 9 juin – avec la possibilité d'un RN à un niveau record – sera à ce titre un fait politique que la ministre ne peut ignorer.

Ces plans pour la suite agacent une macronie qui voit le mur de la défaite se rapprocher. « On peut réfléchir à la suite, mais ce n'est pas la peine d'aller s'étendre publiquement dans la presse. D'autant qu'au passage, c'est le Président qui a la main et ce n'est sûrement pas les déjeuners des uns et les matinales des autres qui vont lui forcer la main », peste une députée Renaissance, qui voient dans certains de ses camarades, « des vautours ». Le terme est repris par une ministre : « Je trouve ça indécent. Entre Yaël Braun-Pivet et Aurore Bergé, les vautours sont de sortie. Elles actent le fait qu'on va perdre tout ça parce qu'elles veulent devenir Première ministre. »

Personne ne mesure par ailleurs l'effet sur l'électorat de ce défaitisme de moins en moins dissimulé. La députée précitée a senti ce week-end, dans sa circonscription, un effet démobilisateur chez les électeurs macronistes. « Quand, à quinze jours de l'élection des piliers de la majorité sont déjà presque publiquement dans le commentaire de la défaite, c'est extrêmement

> ***Les soutiens d'Emmanuel Macron ont tiré beaucoup de cartouches. Aucune n'a atteint la cible. La dernière en date, la plus attendue, n'a pas permis à la majorité présidentielle de retrouver un élan***

délétère et ça infuse à tous les niveaux », juge-t-elle, s'interrogeant sur l'impossibilité ensuite de mobiliser députés et militants : « Les gens volent au secours de la victoire, jamais de la défaite. »

L'instant est critique pour la macronie. La campagne est entrée dans ces deux dernières semaines, en réalité ces dix derniers jours. Les célébrations du 80e anniversaire du Débarquement, le jeudi 6 juin, fermeront la fenêtre médiatique pour la campagne.

Les soutiens d'Emmanuel Macron ont tiré beaucoup de cartouches. Aucune n'a atteint la cible. La dernière en date, la plus attendue, n'a pas permis à la majorité présidentielle de retrouver un élan. Depuis le débat entre Jordan Bardella et Gabriel Attal, la liste menée par Valérie Hayer s'est tassée à 16% d'intentions de vote quand celle du Rassemblement national continue de progresser (33,5%), selon un sondage Ifop pour *Le Figaro*, LCI et Sud Radio.

Couvercle. Un débat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen permettrait-il de réduire l'écart avec le RN, supérieur à dix points depuis le mois de décembre 2023 ? Le chef de l'Etat continue de vouloir rejouer le face-à-face des deux dernières présidentielles, soulignant ainsi que la confrontation entre son Premier ministre et Jordan Bardella n'a entraîné aucun effet dans les sondages.

Son projet d'affronter Marine Le Pen en a déjà eu un, d'effet : celui de brouiller son argumentation. Le 5 mai, Emmanuel Macron expliquait à *La Tribune dimanche* que puisque ces élections servaient à désigner les députés européens, « la réponse sera d'abord européenne ». Maintenant qu'il se dit prêt à débattre avec une ancienne candidate à l'élection présidentielle, non candidate aux européennes, comment éviter les pressions à tirer des leçons nationales du 9 juin ? Dans *Le Parisien*, lui-même mêle les scènes nationale et européenne : « Si on pense que c'est une élection où se joue une partie du destin de la France, ce que je crois, il faut débattre. »

Ce flou autour de la gestion de l'après européennes permet, pour l'instant, de mettre sous le couvercle les entreprises et les ambitions de chacun. Elles ne manqueront pas entre un éventuel remaniement, un congrès pour la direction du parti Renaissance à l'automne, des municipales au printemps 2026 et une présidentielle en 2027. La majorité n'a pas fini de jouer à saute-mouton avec le calendrier.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck

Allemagne : derrière les décorations des Klarsfeld, le spectre du RN

Entre Emmanuel Macron et le couple Klarsfeld, l'heure était à l'harmonie en ce lundi 27 mai. Et pour cause. Le président français a profité de sa visite d'Etat de trois jours en Allemagne pour remettre la grand-croix de la légion d'honneur à Serge Klarsfeld, et pour décorer son épouse, Beate, grand officier de la légion d'honneur. Au sein de l'ambassade de France à Berlin, et devant un parterre d'invités, Emmanuel Macron a salué un couple, « militant de la mémoire et militant de la justice » et « qui a permis à l'Europe de se regarder en face ».

Elle, la jeune Allemande qui, en 1968, gifla le chancelier Kurt-Georg Kiesinger, au passé nazi méconnu, et qui « changea profondément la conscience de l'Allemagne » par son « combat contre l'oubli et l'impunité ». Lui, l'avocat juif, Français, né en Roumanie, dont le père fut

> ***Entre émotion et célébration, le président de la République a aussi salué le travail de « vigilance face à l'antisémitisme, à la xénophobie et au négationnisme » que le couple « mène depuis toujours »***

assassiné à Auschwitz, et qui fonda l'association des fils et filles de déportés de France. Ensemble, ils traquèrent les criminels nazis dans le monde entier, dont Klaus Barbie, le « bourreau de Lyon » et contribuèrent à en faire juger en Allemagne et en France.

Un peu plus tôt dans la matinée, Serge et Beate Klarsfeld, âgés de 88 et 85 ans, avaient accompagné les deux chefs d'Etat, Emmanuel Macron et Frank-Walter Steinmeir, au mémorial de la Shoah, situé au cœur de Berlin. Après une déambulation commune dans le dédale de stèles rappelant la mort de plus de 6 millions de juifs durant la seconde guerre mondiale, Serge Klarsfeld a apporté une touche très intime en racontant comment son père fut arrêté par des soldats allemands le 30 septembre 1943, à Nice. Lui, sa sœur et sa mère échappèrent de justesse à cette rafle, cachés derrière une fausse cloison à l'arrière d'un grand placard. Le soldat allemand qui vida le placard ne les entendit pas. Un moment visiblement fort pour les deux chefs d'État, français et allemand.

« Menace ». Entre émotion et célébration, Emmanuel Macron a aussi salué le travail de « vigilance face à l'antisémitisme, à la xénophobie et au négationnisme » que le couple « mène depuis toujours » et qui, selon lui, est « malheureusement plus que jamais nécessaire » depuis les attentats du Hamas, le 7 octobre dernier, en Israël.

Pas question en revanche d'évoquer les sujets sensibles, comme le récent rapprochement du couple avec le Rassemblement national. Et cela même si, devant le mémorial de la Shoah, et face à la presse, Beate Klarsfeld a confirmé ce lundi les propos controversés de son mari. Elle a certes appelé « à voter pour des candidats proeuropéens et qui garantissent la liberté et la paix », « à éviter l'extrême gauche et l'extrême droite », mais sans y inclure le mouvement de Marine Le Pen. « Le RN a heureusement changé depuis l'époque de Jean Marie le Pen » s'est-elle justifiée. « Sa fille est devenue très pro israélienne, pro juive. Elle est une supportrice d'Israël. Elle était même présente aux manifestations des Invalides », s'est-elle félicitée, en regrettant en revanche « l'existence d'autres partis hostiles aux juifs. »

Ces prises de position tranchent avec celles d'Emmanuel Macron, la veille, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue allemand. « Je ne m'habitue pas à l'idée que le Rassemblement national est un parti comme les autres » y a-t-il lancé. « Il menace l'Europe. Le RN doit lever ses ambiguïtés », a estimé le président français en confirmant vouloir s'engager dans le débat européen « pour démasquer les idées du RN ». Un sujet qui n'aura donc pas été abordé ce lundi… du moins pas publiquement.

Marie Thullier (à Berlin)

Tribune

« Contre l'hyper-présidentialisme : au Parlement, citoyens ! »

Christophe Seltzer,
directeur de GenerationLibre

En France, le Président ne préside pas, le gouvernement ne gouverne pas, le Parlement ne légifère pas et nos concitoyens ne sont pas consultés. Pas vraiment en tout cas, comme l'explique très bien Guillaume Larrivé dans l'Opinion qui appelle à un changement de pratique. Est-ce suffisant ? Je ne le crois pas. Les institutions font aussi les hommes.

Comment retrouver l'esprit originel même de la Vᵉ République sans revenir sur les deux réformes constitutionnelles majeures de 1962 et 2000 ? Pour clarifier les responsabilités politiques d'une France dont l'hyper-présidentialisme inefficace fait exception dans le monde des démocraties libérales, confortant les Français dans l'apathie électorale, des changements d'incitations institutionnelles s'imposent.

C'est ce qu'a poussé avec panache le député MoDem Erwan Balanant à l'Assemblée nationale en proposant de rétablir l'élection du président de la République par un collège de grands électeurs et pour un mandat de sept ans. Comme sous les IIIᵉ, IVᵉ et Vᵉ République (jusqu'en 1965). Une idée qui séduit encore de gauche à droite de l'échiquier, en off parmi des présidents de groupe parlementaire, et publiquement le député et éternel insoumis Aurélien Taché ou la vice-présidente des Républicains Emmanuelle Mignon.

Ne plus élire directement le président de la République, tel que le think tank GenerationLibre le suggère parmi d'autres pistes dans son recueil *Dé-présidentialiser la Vᵉ République* et ainsi que le défendait Alexis de Tocqueville pour la IIᵉ République, serait le moyen d'en finir avec la focalisation entière de la vie politique sur la prochaine élection présidentielle. De sortir de notre dépendance infantile à la figure de l'occupant du fauteuil de l'Elysée. Avec un mandat de longueur différenciée, le moyen aussi d'en finir avec l'inféodation quasi mécanique des député-e-s au Président.

Rappelons que ni l'Allemagne, ni le Royaume-Uni non plus que les Etats-Unis – auxquels nous n'avons pas de leçon de démocratie à donner – n'élisent directement leur chef de l'Etat. Seule la Russie nous ressemble… Loin de préposer le Président à l'inauguration des chrysanthèmes, en le faisant élire au suffrage universel indirect par nos représentants, on lui redonnerait son « pouvoir neutre » tel que

> « Il y a mille et une façons de mettre en place une élection à la proportionnelle quand on regarde les pas moins de 21 pays de l'Union européenne où elle a cours »

défini par Benjamin Constant, celui d'arbitre en cas de dysfonctionnement des institutions et notamment du Parlement. Ce même rôle qu'Emmanuel Macron ne sait pas remplir. Soyons plus gaullistes que de Gaulle !

Démocratie participative. Si un sondage Ifop pour GenerationLibre en 2022 rappelle l'attachement de 66 % des Français à l'élection du Président au suffrage universel direct, soulignons que 60 % d'entre eux se déclarent simultanément favorables à ce que celle-ci soit remplacée par des formes démocratiques plus participatives… Alors, on peut certes conserver l'élection du président au suffrage universel direct si le RN y tient tellement… Elle est de mise en Autriche, au Portugal ou en Irlande, et dans bien d'autre pays encore.

Mais à cela près, et la nuance est de taille, que l'élection au suffrage universel direct du chef de l'Etat est à chaque fois contrebalancée par du fédéralisme ou un Parlement et un gouvernement plus puissants. Comment ? En raison de prérogatives réduites du président, de mandats de longueur différenciée… ou d'un mode de scrutin pour élire les députés à la proportionnelle empêchant le fait majoritaire et obligeant au compromis.

Félicitons donc la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet de remettre la proportionnelle sur la table. Et bravo au MoDem et à François Bayrou de l'avoir ravivée lors de son Congrès pour ses 100 ans. Rappelons que son adoption ne nécessite pas une réforme de la Constitution et que sous diverses formes, elle a figuré dans les programmes de tous les récents présidents de la République…

Ancrage local. Comme l'explique avec précision le think tank Terra Nova dans deux récentes notes en 2018 et en 2023, il y a mille et une façons de mettre en place une élection à la proportionnelle quand on regarde les pas moins de 21 pays de l'Union européenne où elle a cours. Il existe plusieurs formules pour respecter à la fois l'ancrage local du député et la représentativité des sensibilités politiques des Français. Le

> « Aujourd'hui, contre la tyrannie d'un seul (l'hyperprésident), de la majorité (le référendum permanent), de la minorité ou des experts, c'est le Parlement européen qui nous montre l'exemple »

laboratoire d'idées met d'emblée en pièces, à l'instar de l'historien Jean Garrigues, le mythe tenace d'une instabilité des IIIᵉ et IVᵉ République. Avant que Bruno Le Maire – notamment – ne fasse dérailler les chiffres, les courbes étaient formelles : les ministres y connaissaient une plus grande longévité que sous la Vᵉ République.

Aujourd'hui, contre la tyrannie d'un seul (l'hyperprésident), de la majorité (le référendum permanent), de la minorité ou des experts, c'est le Parlement européen qui nous montre l'exemple. Hélas, nous appréhendons les législatives européennes comme un quatrième tour de la présidentielle de 2022 ou une primaire de la présidentielle de 2027. A n'en plus pouvoir.

Aux yeux de Jean-Luc Mélenchon, les législatives de 2022 était un troisième tour de la présidentielle pour devenir Premier ministre. En 2024, bis repetita avec Jordan Bardella appelant à dissoudre l'Assemblée nationale en cas de large arrivée en tête du RN le 9 juin. Lui aussi pour devenir Premier ministre. Comment leur en vouloir ? C'est la logique institutionnelle !

En plaquant – à contresens – la tyrannie du fait majoritaire français sur les législatives européennes (pourquoi n'y a-t-il pas de listes et programmes clairs comme distincts de Renaissance, du MoDem et d'Horizons ?), les yeux rivés sur des sondages que *Ouest France* a pris l'excellente initiative d'arrêter de diffuser, nous ne voyons pas que cette élection européenne est la plus démocratique qui soit car elle donne (normalement) un sens au vote de chacun.

Cette élection à la proportionnelle devrait remettre au centre du jeu politique les idées comme les programmes ainsi que les partis. Si l'on comprenait que la majorité parlementaire européenne (une coalition) résultera de l'ensemble des représentants envoyés par 27 Etats, des divers groupes parlementaires internationaux, parfois texte par texte – et que très marginalement de la tête de liste arrivée en haut de l'affiche chez les Gaulois. Mais nous ne pouvons pas le comprendre. Seuls les sondages pour 2027, dont le dernier donne le premier rôle à François Ruffin, donnent le « la » des émissions politiques. Starification insupportable.

En France, espérer un changement de pratique des institutions est donc un vœu trop pieux. Il nous faut un changement dans les textes pour (ré)installer un parlementarisme éminemment plus démocratique et libéral. Au(x) Parlement(s), citoyens !

La tête de liste des Républicains est parvenue à capter l'attention avec son coup de gueule contre le duel Bardella-Attal sur France 2

Européennes : la mission (quasi) impossible de Bellamy

Challenger

Crédité de 7,5 % des voix dans le dernier sondage Rolling Ifop pour *Le Figaro*, LCI et Sud Radio, **François-Xavier Bellamy participe ce lundi soir au débat des têtes de liste européennes sur BFMTV.**

Christine Ollivier



SIPA PRESS

Grâce aux efforts de son candidat **François-Xavier Bellamy**, LR semble voir s'éloigner le risque de la relégation en dessous de 5 % des voix.

L'ÉRUDITION ET CHARLES PÉGUY peuvent-il vous faire gagner des voix dans une campagne européenne en 2024 ? Nul doute en tout cas que les représentants de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) qui ont auditionné François-Xavier Bellamy le 15 mai dernier ont été bluffés par la conclusion de la tête de liste des Républicains.

Après trois quarts d'heure de débats souvent (très) techniques sur les règlements européens, le philosophe s'est lancé à l'appui de sa démonstration dans une longue récitation de l'hommage de Charles Péguy aux rempailleuses de chaises, symboles d'un peuple amoureux du travail « bien fait » que l'écrivain avait vu « rempailler des chaises du même cœur, du même esprit, de la même générosité qu'il avait bâti ses cathédrales ». Un petit moment de grâce dans une campagne qui n'en compte guère.

Le philosophe est sans doute la seule tête de liste capable d'un tel exercice, au débotté et sans notes. Depuis le lancement de sa campagne en janvier, l'homme a gagné ses galons de sérieux et de compétence sur les dossiers européens. Il n'a pas ménagé non plus ses efforts. C'est simple : « Moi, je vais partout », dit-il. En tout cas, partout où on l'invite.

Rien de tout cela n'a pourtant éveillé jusque-là l'intérêt des électeurs, bien plus sensibles à en croire les études d'opinion aux charmes sulfureux d'un Jordan Bardella. Le score du candidat LR, lui, oscille obstinément entre 6,5 % et 8 % des voix. « Il est bon, mais transparent », lâchait il y a quelques jours un stratège LR. Trop lisse, trop sage, trop techno, pestent ses amis, qui poussent le philosophe à fendre l'armure. « On le lui a tous dit : pour le sérieux, c'est bon. Maintenant il faut quelques épines », témoigne l'ex-ministre, Brice Hortefeux. « Tu ne seras jamais trop agressif », lui a glissé un soutien.

« Miracle ». Message reçu cinq sur cinq par l'intéressé, quitte à forcer sa nature, férocement aimable. Déjà, le 7 mai, François-Xavier Bellamy avait fait frémir les réseaux sociaux en se précipitant à Sciences Po pour y braver le député LFI, Louis Boyard, et les étudiants pro palestiniens qui bloquaient l'école. Jeudi dernier, il a réalisé un petit exploit politique en parvenant à s'immiscer dans le très

> « Avec lui, LR c'est sérieux et intègre, mais qu'est-ce que c'est politiquement ?, demande un conseiller Les Républicains. Pourquoi voter LR ? C'est “la” grande question à laquelle il faut qu'il réponde lors des prochains débats »

médiatique face-à-face entre la tête de liste RN, Jordan Bardella, et le Premier ministre, Gabriel Attal, sur France 2.

Son coup de gueule contre l'organisation de ce duel par le service public a été vu plus de cinq millions de fois sur X et lui a valu un torrent de réactions approbatrices venues de la droite, mais aussi de la gauche. « Il a appris le métier même s'il a toujours des défauts de technocrate européen, sourit un conseiller LR. Il a compris que la politique ne se faisait plus dans les salles mais à la télé et qu'il fallait taper fort ».

De quoi susciter l'espoir d'une embellie à droite ? Pour l'heure, le candidat reste bloqué à 7,5 % des voix dans le dernier sondage Rolling Ifop pour *Le Figaro*, comme il n'y avait eu aucun « effet Sciences Po » visible dans les études d'opinion. « Il est allé dans une rue du VIIᵉ arrondissement affronter Boyard, relativise un parlementaire LR. Ça excite nos soutiens mais ça ne change pas la donne politique. » Et en protestant sur France 2, « il pose une question légitime, mais qui ne produit pas un acte de vote », ajoute le même.

Pour autant, Othman Nasrou, directeur de campagne de François-Xavier Bellamy, observe « une consolidation des électeurs de droite en notre faveur ». Ce n'est pas un détail pour une liste dont l'électorat est un des plus hésitants et menace à tout moment de partir vers d'autres rives politiques, mais aussi dans un scrutin où la capacité à mobiliser son camp peut faire la différence. Et puis, « après tout ce qu'a subi cette famille politique, c'est déjà un miracle qu'on tienne debout, souligne un responsable LR. Etre à ce niveau-là dans les sondages, ce n'était pas gagné ». D'ailleurs, parie ce cadre LR, « si on était statique, on s'effondrerait ».

« Likes ». Au contraire, à deux semaines du scrutin, la droite semble voir s'éloigner, grâce aux efforts de son candidat, le risque de la relégation en dessous de 5 % des voix et donc de la disparition de la scène européenne. Par ailleurs, si les « likes » ne font pas forcément des voix, « François-Xavier Bellamy a réussi à capter l'attention », souligne un stratège LR, ce que, ni la présentation de la liste LR, ni celle de son projet n'étaient parvenues à réaliser. Et il y arrive au meilleur moment: à l'orée de la dernière ligne droite de la campagne et alors que vont s'enchaîner des débats télévisés qui pourraient être décisifs dans le choix des électeurs. « Il a une fenêtre cette semaine, souligne un conseiller LR. Maintenant il faut qu'il impose ses idées. S'il y arrive et qu'il continue comme ça, on n'est pas à l'abri d'une bonne surprise ».

Reste que la tâche de François-Xavier Bellamy relève encore de la mission quasi-impossible pour un parti plus habitué à anticiper les défaites qu'à croire aux miracles. « Il fait une campagne propre, globalement très classique – trop classique –, mais aucune proposition n'a passé le mur du son, souligne un parlementaire LR, sceptique. Le sérieux, c'est quand même un peu court en politique. » « Avec Bellamy, LR c'est sérieux et intègre, mais qu'est-ce que c'est politiquement ?, abonde un conseiller Les Républicains. Pourquoi voter LR ? C'est “la” grande question à laquelle il faut qu'il réponde lors des prochains débats. »

Au-dessus de sa campagne plane par ailleurs l'ombre de la rumeur, têtue, d'un possible rapprochement entre Emmanuel Macron et Les Républicains après le 9 juin, avec la bénédiction du président du Sénat, Gérard Larcher. Une petite musique mortifère. Car si elle parvient à son oreille, « un électeur LR peut se demander si en votant Bellamy, il vote pour l'opposition ou pour la majorité », s'inquiète un stratège du parti. Surtout, le sérieux d'un Bellamy risque fort de ne pas peser lourd en cas de raz-de-marée RN aux européennes. « Une majorité de Français ont une bonne raison d'exprimer un ras-le-bol et ce ras-le-bol se traduit par un vote Bardella, constate un élu LR. Et ça, ça peut tout emporter. »

@Chr_Ollivier

A l'issue d'une campagne marquée par l'affrontement entre les deux clans, chaque équipe compte ses points

Zemmour-Maréchal : la tension ne s'arrêtera pas au 9 juin



SIPA PRESS

Eric Zemmour et **Marion Maréchal**, au mois de février dernier.

Tempête

Selon le dernier Euro-Rolling Ifop-Fiducial pour LCI, *Le Figaro* et Sud Radio, **le parti Reconquête est évalué à 6,5% d'intentions de vote**. Aucun meeting commun entre ses deux figures ne s'est tenu depuis la violente dispute qui a fuité fin mars dans *Le Point*.

Nina Jackowski

CYRIL HANOUNA s'amuse. « Marine Le Pen et Eric Zemmour sont sur une barque. Les deux tombent à l'eau, vous sauvez qui ? », lance le fantasque animateur de « Touche Pas à Mon Poste » à Marion Maréchal mercredi. « La famille d'abord ! », s'exclame la tête de liste Reconquête. Avant de glisser, entre deux éclats de rire : « Désolée Eric, je replonge après… » Un proche du patron confie « rire jaune » devant sa télévision.

Oscillant entre 5,5% et 6,5% d'intentions de vote dans les sondages, la formation d'Eric Zemmour pourrait ne pas décrocher d'eurodéputés au soir du 9 juin. La faute à une campagne illisible, chahutée par le vote utile incarné par Jordan Bardella, et marquée par l'affrontement permanent entre deux clans, ceux des figures du mouvement. En résumé : « beaucoup d'immaturité », juge un dirigeant, qui s'inquiète déjà de l'après 9 juin.

En attendant le score final, chacun compte ses points. Un jeu dangereux. « Si on fait plus de 5%, Marion dira : "malgré les embûches, j'ai permis la survie du parti". Et Sarah [Knafo, troisième de liste] : "heureusement que je suis intervenue" », parie un cadre. Interrogés mi-mai en marge de la présentation de leur projet, alors qu'un sondage les hissait à 8%, les deux camps donnaient des explications très différentes à ce frémissement.

« C'est le fruit d'une longue campagne, avec une candidature plus identifiée et une actualité qui nous donne raison : le racisme anti-blanc révélé par le drame de Crépol, les thèmes de la charia et de la GPA que nous avons été les premiers à poser », insiste Marion Maréchal. Quand l'équipe d'Eric Zemmour y voit « une concomitance entre un ton plus incisif dans l'affirmation de nos différences avec Bardella et le fait que les électeurs entrent dans la campagne à la fin. Et bien sûr, la formidable entrée de Sarah dans la bataille ». Sans oublier « l'effet Ajaccio », quand Eric Zemmour s'en est pris physiquement à une femme qui lui avait lancé un œuf.

Schizophrénie. Les deux camps se disputent depuis le début au sujet de la meilleure stratégie pour ramener les électeurs à la maison : faut-il tacler Marine Le Pen et son poulain ? La première y voit le risque de les froisser. Le second promeut une attitude offensive pour éviter l'asphyxie. Les yeux rivés sur les derniers sondages, chacun y voit le succès de sa stratégie. « 59% des électeurs d'Eric Zemmour de 2022 choisissent Marion Maréchal : c'est du jamais vu depuis le début du Rolling », pointe Frédéric Dabi, directeur de l'Ifop. Le score global, lui, stagne à 6%.

« Sarah [Knafo] est connue de notre base et fait baisser Bardella », veut croire un soutien, qui enrage de voir le « clan Maréchal » lui reprocher d'être devenue « trop présente ». La conseillère et compagne d'Eric Zemmour a été propulsée sur la liste fin avril, après avoir hésité de longs mois à sortir de l'ombre. « Les plateaux télévisés de Sarah sont plus impactant que ceux de Marion », grince celui qui a comptabilisé plus de 7 heures de télévision pour sa tête de liste en avril, avec, pour résultat : « le pire mois dans les sondages ».

« Marion sait que son capital de sympathie parmi les sympathisants RN peut lui permettre d'en récupérer », justifie de son côté le vice-président Nicolas Bay. Un fidèle marioniste brandit le baromètre des personnalités Ifop-Fiducial pour *Paris Match* et Sud Radio, où plus de 9 électeurs Reconquête sur 10 de 2022 disent avoir une « bonne opinion » de Maréchal, et près de 8 sur 10 parmi ceux de Le Pen. C'est moins pour Zemmour (respectivement 8 et 5 sur 10).

D'autres sont furieux : le parti est proche de la noyade et sa candidate change sans cesse de cap. Un jour, elle épargne Jordan Bardella sur le revirement de son parti sur la Nouvelle-Calédonie (mardi dernier sur LCI), peu après, elle condamne une « capitulation » sur le même sujet (lundi sur France 2), et, entre les deux, parle « réconciliation » et « schizophrénie » comme symboles de la famille Le Pen sur TPMP, en s'exclamant « j'aime Marine ! » « Ne pas attaquer gratuitement, ne rien laisser passer mollement », explique son directeur de campagne, Philippe Vardon.

Quant aux rumeurs sur son potentiel retour au sein de sa famille politique et de sang, l'intéressée réplique avoir déjà écarté cette option pour des divergences de fond. Un zemmouriste qui la croit sincère en vient lui-même à douter : « Pourquoi ne dit-elle pas croire dans le projet d'Eric au lieu de sans cesse faire des câlins à Marine ? »

« Incertitude ». Chaque élément devient prétexte à affrontement. Parmi les plus récents : Eric Zemmour refusant de reprendre les termes « morts ou vifs » de sa championne à la télévision ; le bulletin de vote où le chef n'apparaît pas ; la date du dernier meeting de campagne, en même temps que Jordan Bardella ou François-Xavier Bellamy… « Ils prennent tout mal ! », soupire un lieutenant zemmouriste au sujet de ses camarades. Quand un marioniste leur reproche, en off, d'alimenter « les off répétitifs ».

En cas de succès, la question commence à émerger : comment tout ce petit monde pourrait-il tenir dans le microcosme de Bruxelles sans s'entretuer ? « Quand les dirigeants sont des parlementaires, leur vision devient plus haute, ils évitent de se maltraiter en circuit fermé, et leurs entourages, de grossir les petites phrases », fantasme un cadre. Le même veut croire que la liste, qui a suscité nombre de tensions, pourrait neutraliser les alliances de par sa composition.

Parmi les cinq premiers, Marion Maréchal et Sarah Knafo ne s'entendent pas. Guillaume Peltier et Nicolas Bay jouent plus ou moins leur partition. Laurence Trochu, enfin, est externe au parti. « Marion bossera en "profession libérale", loin de la machinerie et dans son coin », sourit un cadre.

Si la soirée électorale se révèle plus sombre, un marioniste ne prédit rien de moins que « la nuit des longs couteaux ». Après avoir échoué à faire élire ne serait-ce qu'un seul député, la majorité des dirigeants du parti n'imaginent pas se relever à nouveau. Certains évoquent une « incertitude » à l'idée de voir Eric Zemmour se relancer dans une course à l'Elysée, ou Marion Maréchal rester en politique.

« Je me demande si elle aime vraiment ça », s'interroge tout haut un cadre. « Marion ne reculera pas devant les difficultés, quelles qu'elles soient », promet Philippe Vardon. Un autre encore, fantasme sur un « tandem » Zemmour-Knafo pour 2027. Celui-ci sillonne déjà les terres RN rêvant du vote populaire. Avant toute décision, chacun partira en congés de son côté. Très loin.

@Nina_Jacks

Libertés

« Quelque chose ne va pas dans la requête de la CPI »

La chronique de Monique Canto-Sperber

Les requêtes de mandat d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité adressées par le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) aux juges de la même Cour contre les responsables du Hamas et de l'Etat d'Israël marquent un tournant dans la mission de la CPI. Un premier signe en est le contraste entre les réactions : si la requête contre le Hamas n'a provoqué aucune protestation ni dans les pays arabes ni ailleurs, plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis et le Royaume Uni, se sont élevés contre celle visant les responsables politiques israéliens.

Que les Etats qui furent les initiateurs du droit international humanitaire, qui sont encore des garants en matière de défense des personnes et des groupes et les premiers sinon les seuls à avoir inscrit ces crimes dans leur Code pénal, s'étonnent et s'indignent ainsi signale que quelque chose ne va pas dans cette requête de la Cour.

Certes, elle n'est pas un jugement sur le fond, les juges requis devant prononcer d'ici quelques semaines, mais elle est instructive sur deux points au moins : le rôle que la CPI s'attribue au vu de sa compétence telle que définie jusque-là, et la perspective que le procureur adopte pour établir que les responsables du Hamas et ceux de l'Etat israélien ont commis les mêmes crimes.

Compétences. La CPI a pour traits distinctifs de concerner, non les Etats, mais les individus responsables des crimes pour lesquels elle est compétente (crimes de guerre, crimes contre l'humanité, crime d'agression et génocide) et surtout de n'intervenir que lorsqu'il est avéré que les juridictions des pays visés ne jugeront pas de tels crimes, soit parce qu'elles sont soumises au pouvoir politique (comme en Russie, ce qui explique que Vladimir Poutine ait été inculpé par la CPI), soit parce que l'Etat est en décomposition.

La justice en Israël est indépendante du pouvoir politique, elle a sanctionné à plusieurs reprises des responsables militaires et politiques. Une commission d'enquête sur le 7 octobre est déjà établie, une autre sera mise en place sur la manière dont la guerre à Gaza a été conduite. Les responsables politiques seront les premiers à comparaître et devront répondre de faits établis

> *« La justice en Israël est indépendante du pouvoir politique, elle a sanctionné à plusieurs reprises des responsables militaires et politiques. Une commission d'enquête sur le 7 octobre est déjà établie, une autre sera mise en place sur la manière dont la guerre à Gaza a été conduite »*

au terme d'enquêtes de justice impartiales. Rien de comparable avec le Hamas, groupe terroriste qui agit selon une Charte appelant au massacre des Juifs et dont les chefs, s'ils survivent, ne seront jamais jugés.

De plus, les procureurs de la CPI, jusqu'à présent, ne formulaient de demandes de mandat d'arrêt qu'après de longues enquêtes, même si elles se poursuivent avec l'émission du mandat. Si les crimes intentionnellement commis par le Hamas le 7 octobre, y compris la prise d'otages, sont documentés, comme l'est le fait que le Hamas a installé ses dispositifs militaires au cœur de la vie civile (écoles, hôpitaux ou locaux de l'URNWA) se servant des Gazaouis comme de boucliers humains et les exposant de ce fait à la mort (ce qui est un crime de guerre selon la IVe Convention de Genève), en revanche, les crimes de guerre ou crimes contre l'humanité éventuellement commis par l'armée israélienne et surtout l'intention des responsables de cibler délibérément les civils comme celle d'organiser une famine n'ont pas été établies (la déclaration par ailleurs abjecte du ministre israélien de la Défense, au lendemain du 7 octobre, ne peut absolument pas y suffire).

Procédures codifiées. Enfin, les frappes de l'armée israélienne, armée ultramoderne, suivent des procédures codifiées, sont l'objet de rapports et sont censées se conformer à une Charte qui prescrit de minimiser les morts civiles, voire d'annuler les frappes si le risque est trop élevé. Ces règles, ces documents, ces traces écrites qui seules permettraient d'établir l'intentionnalité de tuer des civils, ont-elles été examinées ? En tout cas elles ne sont aucunement mentionnées.

Le fait que les requêtes visant les chefs du Hamas et ceux d'Israël ont été publiées ensemble, que l'enquête soit lacunaire pour ce qui a trait à Israël et que la compétence de la Cour ait été interprétée de façon extensive a semblé se justifier, aux yeux du procureur, par le principe « une vie vaut une vie ». Ce principe

> *« La guerre qu'Israël livre à Gaza est excessivement meurtrière, mais elle ne fait pas des civils une cible, elle ne les supplicie pas, elle ne les viole pas, elle ne transforme pas leurs souffrances en objet de gloriole »*

est une évidence, mais il ne peut pas être ce qui donne sa raison d'être à la justice internationale.

Car celle-ci n'intervient pas pour évaluer les vies, mais pour établir comment les morts sont morts et comment les criminels les ont fait mourir, à la suite de quel type d'acte, engageant quelle responsabilité, avec quelles intentions et pour quelles raisons. De plus, la décision du procureur de ne pas prendre en compte les massacres du 7 octobre et de ne considérer que l'offensive lancée par le gouvernement israélien a pour conséquence que le focus sur les actes incriminés est resserré à l'extrême : on ne s'occupe que de ce qui se passe sur le terrain, et on déclare la guerre criminelle parce que des civils sont morts.

En suivant cette logique, il faudrait désormais dénoncer par avance toute guerre contre un groupe terroriste comme étant a priori un crime de guerre puisqu'elle sera livrée nécessairement au cœur de la vie civile et fera de nombreuses victimes (on estime environ à 20 000 le nombre de civils morts à Mossoul lors de la guerre contre l'Etat islamique, et à peine moins à Raqqa).

Tout cela contribue à imposer aux trois juges qui devront se prononcer bientôt une perspective en partie faussée. Le 7 octobre, le Hamas n'avait pas d'autre but que de tuer des Juifs d'Israël, de les torturer, de les violer et de faire de leur martyre un spectacle mondial, une jubilation numérique à suivre en temps réel. La guerre qu'Israël livre à Gaza est d'un autre type : elle est brutale, excessivement meurtrière, mais elle ne fait pas des civils une cible, elle ne les supplicie pas, elle ne les viole pas, elle ne transforme pas leurs souffrances en objet de gloriole.

Des soldats israéliens ont commis des actes inadmissibles, pour lesquels ils devraient rendre des comptes. Mais il est profondément fallacieux, dans une inévitable et perverse équivalence, de laisser penser que chefs militaires et politiques du Hamas et responsables israéliens sont pareillement coupables de crimes identiques.

Le procureur de la CPI sait bien que ce n'est pas le cas, mais il a souhaité rédiger sa requête de façon que cela le paraisse. A-t-il voulu faire de la politique au lieu de rendre la justice ? Agir de façon préventive pour empêcher la poursuite de l'offensive israélienne ? Au risque de priver la justice internationale, qui doit prendre le temps de patiemment établir les faits et justifier ses requêtes, de sa neutralité de principe et à terme de sa raison d'être.

Monique Canto-Sperber est universitaire, présidente du think tank GenerationLibre ; elle a publié plusieurs livres dont *Sauver la liberté d'expression* (2021).

Protection des cultures

Comment (bien) nourrir le monde ?

Transition

Satisfaire aux besoins alimentaires des populations, limiter les impacts des manières de produire sur l'environnement et la santé, accroître la résilience des filières agricoles face aux changements climatiques constituent des objectifs majeurs pour l'avenir. Mais aussi un défi qui impose d'innover, de diversifier les systèmes de production et de mobiliser les technologies du numérique et les biotechnologies.

Mallory Lalanne



SIPA PRESS

Le défi qui s'adresse aux **agriculteurs** et au monde de la recherche est de nourrir une population qui continue de croître et pourrait atteindre les 10 milliards d'habitants d'ici à 2050.

PARIS, FÉVRIER 2024. Les agriculteurs français, venus de tout le pays, ont encerclé la capitale, utilisant des centaines de tracteurs et des monticules de bottes de foin afin de faire pression sur le gouvernement concernant l'avenir de leur secteur. Derrière cette crise, des inquiétudes, des difficultés structurelles et des facteurs conjoncturels. Et un travail prospectif à faire pour répondre aux grands enjeux alimentaires et environnementaux. « Les agriculteurs font et feront face à des défis énormes dans les prochaines décennies. Le défi qui s'adresse à eux et au monde de la recherche c'est de nourrir une population qui continue de croître et qui pourrait atteindre les 10 milliards d'habitants d'ici à 2050. Cet enjeu de productivité doit être réalisé avec une double contrainte, celle du dérèglement climatique, qui va s'accélérer et qui met une forte pression sur les cultures et les élevages, et les attentes de réduction des impacts sur l'environnement », confie Philippe Mauguin, CEO de l'Inrae (Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Ces attentes environnementales se traduisent par des réglementations, qui sont devenues difficiles à comprendre et qui s'empilent dans des temps courts, dans un contexte de rémunérations tendues et incertaines. « Notre législation rend la vie de nos concurrents internationaux plus simple, ce qui est difficile à vivre pour les agriculteurs français. D'autant que la population ne comprend pas ces enjeux, les faiblesses de nos systèmes, les défis qui attendent l'ensemble des filières agricoles, car nous n'avons jamais manqué de nourriture », analyse Arnaud Zegierman, sociologue, co-fondateur de l'institut Viavoice.

Sensibiliser la société. Pour réussir cette transition agroécologique qui doit répondre au maintien de la production tout en assurant des modes de production plus durables, plusieurs leviers se dessinent. Parmi les pistes de recherche pertinentes : les biotechnologies, qui recouvrent plusieurs techniques d'intervention sur le code génétique de l'organisme, dont l'édition du génome. Son intérêt ? Elle permet de modifier finement les gènes de plantes, de fruits et légumes, de cibler le caractère que l'on souhaite améliorer afin de les rendre plus résistants aux maladies ou de leur permettre de mieux affronter les aléas climatiques. « L'édition du génome est une technique qui permet d'effectuer une modification ciblée du génome, sans addition de matériel ou ajout d'ADN étranger. Son principal intérêt est de réaliser finement des améliorations bénéfiques sur un large panel de plantes et de caractères et d'augmenter la biodiversité cultivée », explique Marie Rigouzzo, référente en biotechnologies au sein de Phyteis, organisation professionnelle de la protection des cultures à usage agricole.

« Le gouvernement et les industriels ont un rôle à endosser. Ils doivent mener un travail de pédagogie dès l'école »

L'édition génomique pourrait notamment s'avérer déterminante contre le changement climatique et la sauvegarde de la filière de la banane en Martinique et en Guadeloupe, qui représente 500 producteurs et 12 000 producteurs. Une filière affectée par deux maladies aux conséquences majeures : la cercosporiose noire, installée dans les Antilles depuis le début des années 2010, et la maladie du Panama. « La sélection variétale permet d'avoir une plante qui, de façon intrinsèque, peut lutter efficacement contre les maladies. La banane éditée a été testée en laboratoire, mais la réglementation ne permet pas encore de la tester au champ et de la commercialiser. Le débat et les discussions se focalisent autour de la traçabilité, l'étiquetage ou encore la propriété intellectuelle, mais on en oublie l'intérêt de la technologie », ajoute Marie Rigouzzo.

Perte de maîtrise. Pour préserver le potentiel de cette avancée technique, il semble important que la réflexion autour de l'édition du génome soit régulière, éclairée et portée par une pluralité de personnes dont la divergence d'opinions servira à enrichir le débat. « Le gouvernement et les industriels ont un rôle à endosser. Ils doivent mener un travail de pédagogie dès l'école, recréer un lien entre la population et les agriculteurs, mettre en avant les enjeux, la balance bénéfices/risques comme le fait de manquer d'alimentation. Il est aussi important d'expliquer ce qu'est la science, l'édition du génome. Le fait de masquer les choses, de ne pas créer de débat autour de ces enjeux va renforcer la défiance. Les NGT (new genomic techniques) vont arriver dans les assiettes des gens sans qu'ils soient suffisamment informés, ce qui risque de délivrer le sentiment que l'on a voulu cacher des choses », met en garde Arnaud Zegierman.

Les innovations digitales semblent également incontournables pour réussir cette transition. « L'agriculteur semble éprouver un sentiment de perte de maîtrise vis-à-vis des aléas climatiques. Ces prochaines années, il va avoir encore plus besoin de moyens de détection de signaux précurseurs et d'outils de prévision fiables, car ses habitudes et réflexes devront évoluer », assure Julien Durand-Réville, responsable santé et agronomie digitale au sein de Phyteis.

Changement dans les assiettes. D'après une étude de McKinsey, les données et la connectivité dans l'agriculture pourraient ajouter 500 milliards de dollars de valeur supplémentaire au produit intérieur brut mondial d'ici 2030. Mais, pour éviter que les difficultés d'accès aux technologies numériques représentent un facteur d'exclusion en agriculture, que ce soit au niveau individuel (manque de compétences) ou territorial (retard d'infrastructures numériques), ces outils doivent être diffusés au plus grand nombre et accompagnés. « Une réflexion est engagée sur la mise en place de programmes dans les écoles, avec des modules pour le digital. L'aide à l'évaluation des outils digitaux par des tiers de confiance est également clé. Le réseau des Digifermes agit en ce sens et permet de tester des outils et de donner des avis éclairés. Il est par ailleurs important de tester ces outils, d'évaluer la balance coût d'investissement/bénéfice », estime Julien Durand-Réville.

Parmi les autres expérimentations : la rotation des cultures. S'opposant à la monoculture de cultures annuelles, la succession de cultures dans un ordre réfléchi sur une même parcelle, comme le blé et le pois par exemple, permettrait de protéger naturellement les cultures, en interférant avec les cycles des bioagresseurs, mais aussi de diminuer les intrants en améliorant la fertilité et la structure du sol. « Cette approche doit être testée sur le long terme et couplée avec d'autres dispositifs et leviers, car il n'existe pas une solution unique. Il est évident que c'est une bonne chose, mais il faut regarder les techniques à mettre en œuvre et les débouchés économiques des plantes qui sont introduites », concède Marie Rigouzzo. La transition agroécologique passera nécessairement aussi par une adaptation de la nourriture des Français.

Six solutions innovantes pour l'agriculture de demain

LE BIOCONTRÔLE

Cette méthode de lutte contre les ravageurs et les maladies repose sur l'utilisation de mécanismes naturels comme l'introduction dans un milieu de coccinelles qui vont manger des pucerons, d'insectes parasitoïdes pour lutter contre un insecte ravageur ou encore de champignons qui vont éliminer des micro-organismes.

LES BIOSOLUTIONS

Ces produits destinés à protéger les plantes, à lutter contre les bioagresseurs, se répartissent en différentes familles telles que : les micro-organismes, les substances d'origine végétale, animale, minérale comme le soufre, les phéromones, les kairomones ... « Ces produits ne doivent pas être confondus avec les biostimulants qui visent à lutter contre les stress environnementaux ou les carences dans la nutrition de la plante. L'ensemble bioprotection et biostimulant forme une grande famille, celle des biosolutions, commente Philippe Michel, en charge de la commission « Biosolutions » au sein de Phyteis. Les produits de bioprotection ont des propriétés particulières. Pour asseoir leur développement, il nous semble important d'avoir un cadre réglementaire et des procédures adaptés. »

L'APPROCHE COMBINATOIRE

L'approche combinatoire repose sur plusieurs familles de solutions complémentaires : les biotechnologies, les biosolutions, directement inspirées des mécanismes et des substances naturelles, l'agronomie digitale et la phytopharmacie conventionnelle utilisée de façon ciblée qui sert à soigner les plantes quand les autres techniques de prévention ne suffisent pas. « Cette boîte à outils doit être la plus large possible afin de faire en sorte que la culture soit le moins possible en situation de sensibilité ou de risque par rapport à un bioagresseur. Cette approche combinatoire doit être toutefois soutenue par une réglementation et un cadre légal appropriés, et une mobilisation de tous les acteurs, agriculteurs, distributeurs et conseillers », estime Ronan Vigouroux, chef de projet au sein de Phyteis.

LE CONTRAT DE SOLUTION

Inspirer de nouveaux acteurs et développer le partage de pratiques agricoles favorables aux pollinisateurs. C'est l'objectif du « Contrat de Solutions », une initiative en faveur des insectes pollinisateurs et de la pollinisation. Cette démarche répond aux obligations du projet de texte du Parlement européen de juin 2022 sur la restauration de la nature afin d'enrayer le déclin des abeilles d'ici à 2030. Le recensement est ouvert à ceux qui considèrent agir en faveur des insectes pollinisateurs et de la pollinisation et au profit des paysages agricoles. Après examen par le comité scientifique, chaque projet sera positionné sur une carte avec la géolocalisation de l'aménagement réalisé.

LE DIGITAL

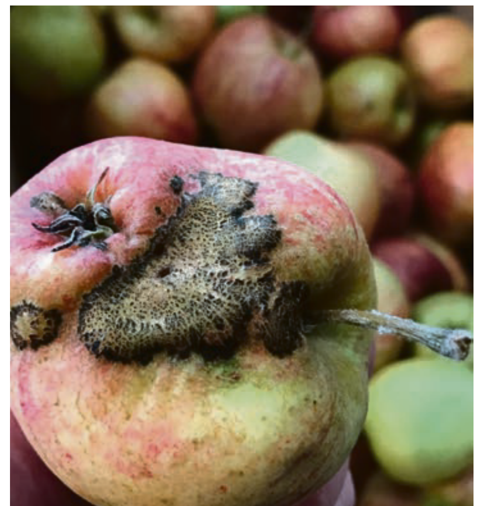
Outre la prédiction du risque des bioagresseurs, le numérique facilite la prise en compte de l'inflation réglementaire et la traçabilité des pratiques culturales. « Les technologies d'agriculture de précision peuvent permettre de réaliser jusqu'à 97 % d'économies d'herbicides, de réduire jusqu'à 70 % la superficie nécessitant une application d'insecticide et de réduire les densités de mauvaises herbes de 89 %. À l'avenir, les images haute résolution et la détection proximale avec des systèmes d'intervention de précision devraient rendre la détection et la lutte antiparasitaire plus efficaces et économes en intrants », avance Julien Durand-Réville, responsable santé et agronomie digitale au sein de Phytéis.

LES NBT OU NGT

Au-delà de la banane éditée, l'exemple de la betterave sucrière, qui reste très impactée par trois virus de la jaunisse, montre que les New Breeding Techniques (NBT ou NGT) seraient nécessaires dans le cadre d'une agriculture durable. « Une équipe de recherche allemande a développé une betterave éditée permettant de lutter intrinsèquement contre les différentes formes du virus à hauteur de 70%, la performance pouvant être améliorée. La filière française pourrait donc échapper à la récession, après l'interdiction des néonicotinoïdes », estime Marie Rigouzzo, référente en biotechnologies. **M.L.**

Pomme, vigne, blé, noisette, cerise... Sept filières agri

1. LA POMME, CONFRONTÉE À UNE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE MARCHÉ



@BENJ_THI

La tavelure, une maladie fréquente du **pommier**.

La pomme reste le fruit que les Français consomment le plus, devant la banane et l'orange. Une étude de Kantar lui attribue un peu plus de 17% du rayon fruits et légumes. Des chiffres honorables qui reflètent pourtant une stagnation de la consommation. Selon FranceAgriMer, l'année 2021 a connu une baisse importante des quantités achetées de fruits métropolitains (- 9% en 2020 et - 10,2% en moyenne sur cinq ans), observable surtout en fruits à pépins. La baisse des sommes dépensées a été moindre (- 1,3%), en raison de l'augmentation du prix moyen d'achat. « Nous constatons une tendance à l'augmentation des produits transformés comme les compotes et les fruits pelés. Par ailleurs, nous subissons une concurrence des fruits exotiques, qui prennent une place croissante », constate Pierre Venteau, directeur de l'Association nationale pommes poires (ANPP).

> *En 2023, pour la première fois, il s'est arraché plus de pommiers qu'il ne s'en est planté, conduisant à une diminution des surfaces de vergers de 2 % sur un an*

Ces inquiétudes économiques sur les perspectives de consommation entraînent une rupture et une perte de confiance des acteurs économiques. En 2023, pour la première fois, il s'est arraché plus de pommiers qu'il ne s'en est planté, conduisant à une diminution des surfaces de vergers de 2% sur un an. La surface en production, qui était de 37300 hectares en 2021, a été divisée par deux depuis 1992, selon le rapport sénatorial de 2022 sur la « compétitivité de la Ferme France ». « Les conditions de marché se sont dégradées ces trois dernières années. Nous avons beaucoup de difficultés à produire du fait des aléas climatiques et de la pression des ravageurs. Les rendements sont faibles dans certaines zones, conduisant certains producteurs à arrêter », commente Pierre Venteau.

Pour s'en sortir et s'imposer toute l'année sur les tables des ménages français, la filière a misé sur la montée en gamme et la segmentation, avec de nouvelles variétés résistantes à la tavelure. Ces nouveautés, dans un contexte d'inflation, peinent à trouver des consommateurs. « Les vergers sont plantés pour vingt ans avec une diversification par le biais de la génétique végétale. Nous recherchons des solutions aux problématiques des maladies fongiques ou des ravageurs, ce qui peut paraître très vertueux, mais les poires et les pommes produites trouvent difficilement leur place dans les rayons », se désole Pierre Venteau. Les professionnels travaillent également sur des solutions combinées permettant de faire face aux bioagresseurs de leurs productions. Parmi elles : la confusion sexuelle. Elle est utilisée couramment pour maîtriser le carpocapse, un papillon de 18 mm d'envergure. Son principe est de diffuser des molécules de synthèses analogues aux phéromones sexuelles émises par les femelles à l'aide de diffuseurs répartis dans le verger. Les mâles se retrouvent désorientés, les accouplements et les pontes limités.

Freins réglementaires. « Les solutions phytosanitaires sont de moins en moins nombreuses. Nous misons beaucoup sur la combinatoire et le développement de la confusion sexuelle, sauf pour le carpocapse. Cela ne fonctionne pas encore à l'échelle. Quant au biocontrôle, les freins réglementaires sont beaucoup trop nombreux, estime Pierre Venteau. Le sujet de la génétique des NGT va arriver d'ici à vingt-cinq ans, mais comment passe-t-on ces quatre ou cinq prochaines années ? ». Pour relancer la filière, les professionnels attendent beaucoup du digital. Un robot cueilleur de pommes mis au point par une start-up israélienne, capable de sélectionner et cueillir des fruits, a récemment débarqué dans l'Hexagone. Testé dans des vergers européens, le dispositif est composé de drones autonomes équipés d'un bras cueilleur avec, à leur bout, une ventouse qui décroche le fruit sélectionné par caméra. Le bras dépose ensuite le fruit sur une plateforme de récolte qui achemine la pomme vers le pallox.

D'autres outils qui reposent sur une caméra et l'intelligence artificielle permettraient d'estimer le niveau de charge des arbres, le nombre de fruits à faire disparaître, d'établir une cartographie. Connecté à ces données, le pulvérisateur appliquerait le produit nécessaire d'arbre en arbre, réduisant ainsi la quantité de produit phyto de 20 à 30%. « Ces innovations permettraient de répondre aux problématiques de l'accès à la main-d'œuvre saisonnière. En France, on ne sait pas faire une récolte sans saisonniers étrangers. »

2. LA NOISETTE FRANÇAISE, TOUCHÉE DE PLEIN FOUET PAR LA CONCURRENCE EUROPÉENNE ET TURQUE



REINHOLD MÖLLER

Le balanin des noisettes pond dans le fruit en cours de maturation, le rendant inconsommable.

Dans ses champs de noisettes implantés à Mas-Grenier, dans le Tarn-et-Garonne, un département prisé par les écureuils, Thierry Descazeaux s'active depuis mi-avril pour poser les premiers pièges à phéromones, anticipant la récolte de fruits à coque, qui va démarrer le 20 août. S'il lui faut attendre fin octobre pour faire les comptes, cet agriculteur ne se fait guère d'illusion. Cette année encore, la perte de noisettes sera importante. « Nous sommes très inquiets. L'hiver n'a pas été assez froid pour tuer les insectes et, principalement, les phytoptes, acariens qui se nichent dans le bourgeon. Nous nous attendons à une explosion de population de punaises diaboliques dans les vergers, ce qui va avoir des conséquences sur la qualité et la quantité des noisettes récoltées. On ne vend que 55% de nos noisettes coques en qualité coques alors qu'il y a quatre ans, nous étions leader sur le marché européen avec un taux de 78% », rapporte Thierry Descazeaux, producteur de noisettes et président de la coopérative Unicoque qui représente 90% de la production de noisettes en France. Les rendements des noisetiers stagnent, voire régressent, et ne suffisent pas à répondre à la demande. La France importe donc beaucoup de noisettes : 80% de ses besoins.

> *Les rendements des noisetiers stagnent, voire régressent, et ne suffisent pas à répondre à la demande. La France importe aujourd'hui 80 % de ses besoins*

Les récoltes sont détruites par les ravageurs que sont le balanin, le phytopte et la punaise diabolique. 100% des vergers de noisetiers sont concernés par le balanin de la noisette, (coléoptère ravageur qui pond dans les noisettes en cours de maturation, les rendant inconsommables), causant jusqu'à 80% de dégâts. Huit vergers de noisetiers sur dix sont concernés par la punaise diabolique, causant jusqu'à 30% de dégâts. « Les punaises causent de nombreux dégâts. Elles percent les coques encore vertes des noisettes pour manger le fruit, piquent même les coques dures jusqu'à la fin de la récolte. La perte de quantité est importante. Une noisette piquée en mai n'arrive pas à sa maturité et tombe de l'arbre », commente Thierry Descazeaux. Problème : il ne reste plus qu'une seule famille d'insecticides dont l'emploi est autorisé en France. L'ensemble de la filière se tourne donc vers ce pyréthrinoïde pour lutter contre les ravageurs majeurs. « L'efficacité de ce produit de contact est limitée, autour de 50 à 60%. Nous le mettons le mercredi, mais nous ne pouvons multiplier les applications. Si des punaises arrivent le jeudi, c'est fichu », ajoute-t-il.

Distorsion. Selon le président de la coopérative Unicoque, qui vend une partie de ses fruits secs à de gros donneurs d'ordre comme le géant Ferrero, le confiturier Lucien Georgelin, ou encore Clarins, la réponse d'urgence ne peut être que réglementaire. « Nous demandons que tous les producteurs de noisettes européens produisent avec les mêmes règles dans le même marché européen. Il faut que la France arrête cette distorsion de concurrence et réintroduise l'acétamipride, qui est autorisé par l'EFSA – l'Autorité européenne de sécurité des aliments – dans l'UE jusqu'au 28 février 2033, seul produit efficace à 100% contre le balanin et la punaise diabolique ». Ce produit systémique réduirait par ailleurs, selon le producteur, « considérablement le nombre de passages dans le verger, améliorant nettement le bilan carbone, seulement deux applications d'acétamipride contre cinq à six passages avec des pyréthrinoïdes ».

En l'absence de méthode alternative de lutte applicable à ce jour, l'ANPN (association nationale des producteurs de noisettes) travaille sur la recherche de solutions de biocontrôle. « Nous avons créé un laboratoire il y a trois ans afin d'observer le comportement des ravageurs lorsqu'ils sont lâchés dans la nature », précise le producteur de noisettes. Deux autres tests avec des phéromones et des kairomones sont en parallèle menés pour tromper le balanin de noisette. « Il s'agit de leurrer l'insecte par l'odeur, en lui indiquant que la noisette a été pondue par une femelle ou en modifiant la couleur du fruit », commente Thierry Descazeaux.

3. LA CERISE, À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS IMMÉDIATES



DR

La mouche de la cerise (rhagoletis cerasi) a causé d'importants dégâts en 2023.

La saison des cerises a été marquée en 2023 par une crise de grande ampleur, avec une offre sur le marché bien en deçà de ses niveaux de 2022. Au 1er juillet 2023, la production affichait une baisse de 12% en un an, avec 33 000 tonnes, selon les données statistiques du ministère de l'agriculture (Agreste). Une diminution particulièrement marquée dans les régions Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes. De quoi alimenter l'inquiétude des producteurs de cerises, qui subissent de plein fouet les ravages des mouches drosophila suzukii, arrivées d'Asie du Sud-est, et de la rhagoletis cerasi, cette dernière ayant fait beaucoup de dégâts de manière inattendue en 2023.

Les producteurs qui envisagent de planter aujourd'hui de nouveaux cerisiers n'ont pas d'assurance de pouvoir lutter efficacement contre ces ravageurs, quand les premiers fruits arriveront, dans quatre à six ans. Une des solutions repose sur la mise en place de « Filets insect proof », limitée cependant par le coût, qui peut représenter jusqu'à 100 000-120 000 euros par hectare. De nombreux programmes de recherche sont en cours, avec des moyens renforcés par l'Etat : lâchers de Ganaspis Brasiliensis (guêpes) contre la Drosophila suzukii, techniques d'injection, techniques de l'Insecte Stérile (TIS)... Des programmes porteurs d'espoir pour les producteurs, qui recherchent toutefois des alternatives à court terme : le temps de recherche nécessaire, d'au moins cinq ans, suscitant leur inquiétude.

« Plutôt que de retirer les molécules avant d'avoir trouvé des solutions, trouvons d'abord des solutions efficaces, pérennes et économiquement viables. La pression doit être mise sur la recherche, pas sur les producteurs. Dans un contexte de changement climatique, l'économie des exploitations est fortement menacée et les ambitions d'obtenir des solutions en toute hâte ne doivent pas faire oublier que la première préoccupation du consommateur est et restera le prix », s'inquiètent Jean-Christophe Neyron, président, et Alexandra Lacoste, directrice, de l'AOP Cerises de France, qui soulignent l'importance d'inclure également dans les programmes de recherche un dispositif de lutte contre la rhagoletis cerasi.

●●● Page 3

coles françaises en quête de relance

●●● *Suite de la page 2*

4. LE COLZA, PERTURBÉ PAR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



SIPA PRESS

Historiquement, la période de semis du **colza** était en août. Les effets du dérèglement climatique ont contraint les producteurs à être « plus flexibles ».

Depuis trente ans, le réchauffement climatique a déjà fortement impacté la culture du colza en France, notamment lors de son implantation. Historiquement, la période de semis était en août, ce qui permettait d'assurer une levée de la culture sans trop de difficulté. Aujourd'hui, « ce n'est plus du tout le cas », explique Fabien, agriculteur en Indre-et-Loire. « Nous rencontrons des difficultés pour trouver les bonnes conditions à cette levée. Il suffit normalement d'une légère pluie pour assurer la germination mais en août, en particulier dans le centre et le sud de la France, les agriculteurs peuvent attendre longtemps avant de semer, parce qu'il n'y a pas une goutte d'eau, sauf pour ceux qui peuvent irriguer ».

Pratiquant l'agriculture de conservation des sols, Fabien développe cette technique qui permet notamment aux sols de mieux retenir l'eau. « Mais cela ne suffit pas pour garantir la levée, précise-t-il. Aujourd'hui, il faut accepter d'être plus flexible sur les dates de semis ».

A ce défi climatique, s'ajoute le risque de pression parasitaire. « Si la levée est tardive, les plants de colza sont plus petits. Ils se défendent alors moins bien face aux insectes ravageurs. D'autant plus que cette pression, qui n'était pas un problème il y a vingt ans, s'accroît d'année en année », constate l'agriculteur. La petite et la grosse altise posent le plus de problèmes en début de cycle. Leurs impacts peuvent être limités par la culture du colza avec des plantes « compagnes » (légumineuses) perturbant ces ravageurs. Cette technique ne réduit cependant pas le risque à zéro.

Autre problématique : le désherbage. Si la gestion des mauvaises herbes a été facilitée par l'arrivée de nouvelles solutions, il n'en est pas de même pour les graminées. Sans produit foliaire efficace, ray-grass et vulpins deviennent parfois ingérables. « Au niveau des produits racinaires, il ne reste plus qu'une seule matière active performante. Il est fort probable que l'on court vers une impasse technique forte, sauf à revenir à du travail du sol très intensif », assure Fabien.

5. L'ENDIVE, FACE À DES IMPASSES TECHNIQUES FORTES



SIPA PRESS

La culture endivière fait face à des difficultés en termes de main-d'œuvre.

La filière de l'endive, emblématique du Nord, peut-elle disparaître ? C'est en tout cas ce que craignent les producteurs. Comme beaucoup de filières agricoles, la culture endivière doit faire face à des difficultés en termes de main-d'œuvre : problématique de recrutement et de fidélisation, absentéisme, du fait notamment d'un métier rude, rémunéré au smic. La production d'endives nécessite beaucoup d'énergie, principalement en fin de processus : le légume est planté au printemps, récolté en octobre, conservé dans des hangars réfrigérés, puis placé dans des bacs où la racine poussera pendant trois semaines, à une température idéale entre 16 et 21 degrés (processus de forçage).

Depuis 2022, l'augmentation de 30% des coûts de l'énergie a donc considérablement fragilisé la filière. A cette hausse, s'ajoute celle des intrants et des emballages et une baisse de consommation. En 2023, l'endive a enregistré une chute de 5 points (de 70% à 65%) de son taux de pénétration (nombre de foyers acheteurs d'endives une fois dans l'année) par rapport à la moyenne des années 2020 -2022. Conséquence : 300 exploitations installées dans le Nord et le Pas-de-Calais ont été fragilisées, certaines contraintes de déposer le bilan. Plus de 4 000 emplois sont menacés.

Les endiviers doivent en outre faire face à un nouveau problème, celui de la réglementation des produits phytosanitaires. En effet,

> *« La France est leader mondial dans la production d'endives. Mais, dans l'état actuel de nos connaissances et de nos moyens, nous sommes dans l'incapacité de garantir une production d'endives françaises après 2024 avec la disparition de nos solutions de protection des racines au champ »*

plusieurs substances actives clefs utilisées par la filière vont être retirées du marché en 2025. Une interdiction européenne d'usage concernant trois produits, pourtant décrits comme « essentiels au bon développement du chicon », va être mise en place à compter du 1er janvier 2025. Cela pourrait conduire à remplacer la production locale par des importations. « La France est leader mondial dans la production d'endives. Ce produit d'excellence nécessite une maîtrise technique inestimable. Mais, dans l'état actuel de nos connaissances et de nos moyens, nous sommes dans l'incapacité de garantir une production d'endives françaises après 2024 avec la disparition de nos solutions de protection des racines au champ », s'inquiète Pierre Varlet, directeur général de l'Association des producteurs d'endives de France (Apef).

6. LA VIGNE, AU PIED DU MUR



SIPA PRESS

Chaque année, les **épisodes de gel** font craindre le pire aux vignerons.

Rien ne prédestinait Damien Chombart à devenir un vigneron respecté et passionné. Rien, jusqu'à ce que ce fils d'agriculteur du nord de la France rencontre Maria, qui va devenir sa femme, pendant ses études d'agronomie et d'agriculture. Il s'installe dans le Sud-Ouest dans les années 1990 et cultive ses premières vignes dans le domaine familial acheté par les grands-parents de sa femme en 1956. Le déclic pour une passion qui ne le quittera plus.

Lorsqu'il reprend le domaine, en 1999, il compte 50 hectares de vignes. Le couple Chombart s'enivre du travail de la vigne et de la beauté de ce domaine, entouré d'anciennes carrières d'extraction de pierre. Depuis le début, son credo est clair : pour faire du bon vin, il faut un raisin sain. « Je suis un homme de la campagne, un amoureux de la nature. Je respecte aussi la santé de mes clients et celle des vignerons », affirme Damien Chombart, propriétaire du château Lamothe.

Un dogme qui lui est pourtant difficile d'imposer au quotidien. En 2014, le vigneron de 53 ans se lance dans le programme SME (système de management environnemental) qu'il abandonne au bout de deux ans. « Il ne semblait pas adapté à la taille d'une entreprise comme la nôtre. Il y avait beaucoup d'administratif et peu d'actions concrètes », rapporte-t-il. En 2017, il œuvre avec une amie ingénieure pour développer une approche environnementale, installe sur la propriété des hôtels à insectes et des haies afin de favoriser la biodiversité et de réintroduire certaines espèces. « Je suis même allé

> *Damien Chombart, vigneron : « J'aurais aimé que la profession soit plus dynamique et unie pour trouver des solutions et des alternatives communes, comme le bio contrôle et la confusion sexuelle, qui restent des méthodes trop onéreuses »*

jusqu'à passer à une agriculture biologique », ajoute Damien Chombart, qui mène un essai sur une partie de son vignoble, avant de la généraliser quelques mois après.

Mais, au sortir de plusieurs millésimes compliqués, d'une succession de gelées complexes elles aussi, il prend la décision en 2021 d'arrêter le bio au bout de quelques mois, pour des raisons économiques. « Avec les pressions climatiques qui sont très fortes, je pense avoir fait le bon choix. J'essaie de compenser cette décision avec une approche plus raisonnée, adaptée à la situation économique. On ne pouvait plus accepter des surcoûts dans un contexte d'inflation et de turbulences économiques », se persuade le vigneron, contraint d'arracher 10 hectares de vignes il y a trois ans, afin de ne pas laisser les terres à l'abandon, et de juguler les maladies comme la flavescence dorée et le mildiou.

Depuis, cet ancien membre du collectif de Cadillac Côtes de Bordeaux multiplie les stratégies pour ne pas mettre les clés sous la porte. « La pression de la maladie est forte ces dernières années, avec un changement climatique, des aléas comme les gels, les grêles, des degrés très élevés qu'il ne faut pas négliger, et une demande des consommateurs qui varie sur le profil de vin désiré », constate Damien Chombart, propriétaire du château de 29 hectares dont 19 hectares de blanc et 10 hectares de rouge, qui commence en 2024 à atteindre une rentabilité. Le couple, épaulé depuis peu par leur fille Valentine, développe le tourisme et reste en quête d'autres productions, comme celle de la truffe. Le quinquagénaire a également introduit le digital afin de l'aider à mesurer les risques et à prendre les bonnes décisions à des moments cruciaux, en début de campagne notamment. « J'aurais aimé que la profession soit plus dynamique et unie pour trouver des solutions et des alternatives communes, comme le bio contrôle et la confusion sexuelle, qui restent des méthodes trop onéreuses. »

7. L'APPROCHE COMBINATOIRE, UN ALLIÉ DE TAILLE POUR LA CULTURE DU BLÉ



VINCENT GUYOT

La forte présence de **pucerons** sur les cultures de blé est l'une des conséquences du réchauffement climatique.

Changement climatique, évolution de la réglementation environnementale, suppression de solutions phytopharmaceutiques, pression croissante de nouveaux ravageurs, notamment des pucerons (Rhopalosiphum padi) porteurs du virus et dont la présence est favorisée par le réchauffement climatique (températures douces en automne et au début de l'hiver)… La culture du blé en France doit sans cesse s'adapter. Les céréaliers se tournent depuis quelques années vers de nouveaux outils complémentaires pour répondre aux enjeux de productivité, de qualité sanitaire et de limitation de l'usage des intrants. La pulvérisation localisée, via la robotique, permet ainsi d'appliquer des herbicides seulement là où il y a des adventices.

Selon Rémi, cultivateur Beauceron, « si 15% de la surface d'une parcelle présentent des adventices sur un sol sans culture avant le semis, cela permet de faire une économie de 85% d'herbicide ». L'imagerie (capteurs embarqués, drones, satellites) permet de suivre le potentiel d'une culture de blé et d'adapter les applications de fertilisants. Ces outils sont essentiels aujourd'hui face aux aléas induits par le changement climatique. La modélisation (comme les modèles météo) offre la capacité de prévoir les stades de développement d'une culture de blé, les potentielles maladies, l'apparition d'insectes, les risques de verses, les besoins en irrigation. Objectif : adapter au plus près les différentes solutions agronomiques en fonction du potentiel de chaque zone de culture.

Deux autres solutions, alternatives et/ou complémentaires aux produits phytopharmaceutiques, sont par ailleurs étudiées. Tout d'abord celle des biostimulants : par leur apport, en préventif sur les cultures, ils vont stimuler les défenses de la plante contre ses bioagresseurs (insectes, maladies, etc.). La création rapide de nouvelles variétés (NBT ou NGT) adaptées aux aléas climatiques, aux nouveaux ravageurs (insectes, maladies, virus), au manque d'eau, est par ailleurs un impératif pour tous les producteurs de céréales.

Mallory Lalanne

Ecophyto 2030 : ce qui change et ce qui reste

Le gouvernement a dévoilé début mai la nouvelle version du plan Ecophyto 2030. Parmi les principales mesures envisagées : **l'objectif de réduction de 50 % de la consommation de produits phytopharmaceutiques par rapport à la moyenne triennale et la mise en place d'un nouvel indicateur de mesure des usages des produits phytosanitaires**.

Mallory Lalanne

Le gouvernement a présenté le 6 mai dernier les détails du nouveau plan Écophyto 2030, attendu depuis le début de l'année. Sur le papier, il maintient l'objectif de réduction de 50% des produits phytosanitaires d'ici à 2030 par rapport à la moyenne triennale 2011-2013. L'action du gouvernement depuis 2017 et le plan Écophyto II+ « ont permis d'enregistrer une baisse de l'usage de produits phytopharmaceutiques de synthèse, avec un retrait de 20% en 2022 par rapport à la moyenne 2015-2017 », affirme Marc Fesneau, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Cette réduction d'utilisation des pesticides serait désormais mesurée par l'Indicateur de Risque Harmonisé européen (HRI1), considérant les volumes de substances actives utilisés, pondérés par des coefficients indiquant les risques liés à l'usage de ces substances en agriculture. Intégrant donc la dangerosité de la molécule utilisée, cet indicateur européen vient remplacer le Nodu qui primait jusqu'ici en France, et qui rapportait chaque pesticide à une dose unité spécifique, à savoir la dose maximale du produit qui peut être appliquée lors d'un traitement, sur une culture et une année donnée.

250 millions d'euros de la planification écologique seront déployés pour l'année 2024


SIPA PRESS

Parmi les objectifs visés : mieux encadrer le recours aux produits phytopharmaceutiques dans les zones vulnérables et, in fine, renforcer **la protection de la santé des populations**.

Accompagnement. Une évolution que beaucoup jugent encore insuffisante. « Alors que la stratégie Ecophyto 2030 se concentre sur une réduction des risques et des usages - et donc des moyens de production -, il conviendrait de déterminer d'abord les objectifs de production dont dépend notre souveraineté alimentaire, pour fixer ensuite les objectifs les plus pertinents en matière de réduction des risques. Il ne s'agit donc pas de parvenir à une agriculture sans phytopharmacie - ce qui ne serait pas sans conséquences sur les plans agricoles, alimentaires, sanitaires et techniques - mais à une agriculture plus durable », estime ainsi Yves Picquet, président de Phyteis.

Le nouveau plan se traduit également par la mise en œuvre du Plan d'anticipation du potentiel retrait européen de substances actives et de développement de techniques alternatives pour la protection des cultures (Parsada) - piloté par le ministre Marc Fesneau - qui vise à préparer la transition à venir et éviter de nouvelles impasses techniques. Pour ce faire, 250 millions d'euros de la planification écologique seront déployés pour l'année 2024 dont un financement de 146 millions d'euros pour les plans d'action filière. Un cycle de réunions, visant à rechercher des solutions à court terme pour agir sur les situations de distorsions recensées par les producteurs avec les autres États membres de l'Union européenne, va par ailleurs être planifiée.

Parmi les axes stratégiques, le déploiement sur tout le territoire national, y compris outre-mer, d'un outil d'information sur l'exposition aux produits phytopharmaceutiques. Objectifs visés : mieux encadrer le recours aux produits phytopharmaceutiques dans les zones vulnérables et, in fine, renforcer la protection de la santé des populations. Ces dispositifs permettront de concourir plus largement à la mise en œuvre d'actions de prévention, de formation et de contrôle.

Un comité des solutions

Afin de répondre aux difficultés rencontrées par les agriculteurs pour la protection de leurs cultures, un comité des solutions a été mis en place en mars dernier. Il est présidé par Agnès Pannier-Runacher, la ministre déléguée auprès du ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.
Un groupe de travail technique a été mis en place et se réunit toutes les semaines avec tous les acteurs de la protection des plantes. Il vise à identifier, pour les différentes filières, les solutions disponibles ou qui pourraient l'être par rapport à d'autres pays de l'UE. L'avancement des travaux est rapporté mensuellement au comité des solutions.

« C'est par le combinatoire et l'innovation que nous répondrons aux enjeux de l'agriculture de demain »

Pour réussir la transition agroécologique, il est essentiel, selon Yves Picquet, président de Phyteis, de tenir compte du temps long de la recherche et de l'innovation, du développement des connaissances des solutions et de leurs alternatives, sans oublier l'accompagnement des agriculteurs.

Le plan Ecophyto 2030 maintient l'objectif de réduction de moitié des usages mais vise également à préserver la compétitivité des fermes en accélérant le développement de solutions alternatives. Ce nouveau plan est-il au rendez-vous de la « nouvelle méthode » promise par le gouvernement ?

Ces changements interviennent dans un contexte tendu. L'agriculture se demande si elle n'est pas la variable d'ajustement. A la colère économique et la souffrance de certains secteurs, s'ajoute la colère administrative. Il fallait donc une transition, une nouvelle méthode, qui n'est d'ailleurs pas vraiment nouvelle. L'esprit de cette réglementation est le bon, mais la méthode reste inadaptée. Les objectifs fixés par le Plan sont toujours liés à la réduction des moyens de production. Nous nous infligeons des réductions de moyens de production alors que nous ne savons pas si nous serons en capacité de produire.

Ne faut-il pas commencer par s'interroger sur ce qu'il faut produire, puis se fixer des objectifs ambitieux pour diminuer l'impact de la production sur l'environnement ?

Il ne doit pas s'agir de parvenir à une agriculture sans pesticides, mais à une agriculture plus durable, tenant compte de la parole de chacun des acteurs de la chaîne de valeur. C'est là l'enjeu de la nouvelle méthode. Il faut garder en tête qu'abandonner purement et simplement les produits phytopharmaceutiques poserait de nombreux risques : agricoles, alimentaires, sanitaires, techniques... Pour continuer à produire avec moins d'impact, il faut avoir une approche combinatoire qui repose sur l'agronomie digitale, les biosolutions, les biotechnologies et la phytopharmacie - sans oublier les bonnes pratiques agronomiques. C'est sur la base de ses piliers, renforcés par l'innovation, que la France et l'Europe seront capables de garantir à leurs consommateurs une alimentation de qualité, en quantité suffisante et à un prix abordable.

Pour atteindre ces objectifs, ne faut-il pas sensibiliser davantage les agriculteurs ?

Il le faut absolument et cela implique de consacrer davantage de moyens au déploiement des nouvelles solutions et pratiques agricoles. Les outils comme le digital ou les biosolutions sont en pleine effervescence. Pour en encourager l'adoption, il faut accompagner le déploiement de ces solutions et atteindre les agriculteurs, notamment par un conseil adapté à leurs besoins et à leurs contraintes. Le projet de loi d'orientation pour l'agriculture répond en partie à cet objectif, mais il faut aller plus loin. Si nous voulons attirer des professionnels, il faut renforcer l'attractivité du secteur, mettre en avant le fait que notre agriculture évolue continuellement et qu'elle se base sur les bonnes pratiques agricoles.

Est-ce que les différents acteurs, aussi bien les organisations professionnelles que les agriculteurs, sont associés à la recherche de solutions ?

Des sommes importantes ont été allouées pour faire de la recherche. Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, a lancé le dispositif Parsada pour essayer de comprendre où se situent les impasses techniques et ne pas engager d'interdictions sans solution alternative. L'idée de réaliser des partenariats publics privés est une excellente idée. La solution de demain sera plurielle. 38% des problématiques rencontrées par les agriculteurs français ne trouvent pas de solutions. Il est aujourd'hui compliqué de produire en grande quantité sans se reposer sur les quatre piliers de l'approche combinatoire, dont la chimie.

« Il est important de pouvoir travailler avec un indicateur unique pour tous les acteurs européens afin d'éviter les distorsions de concurrence et faire converger les enjeux de préservation de la santé et des écosystèmes, d'adaptation de l'agriculture au changement climatique et de souveraineté alimentaire »


MONTIGNY PHILIPPE

« Il ne doit pas s'agir de parvenir à une agriculture sans pesticides, mais à une agriculture plus durable », insiste **Yves Picquet**, président de Phyteis.

Le gouvernement a annoncé en février le remplacement du Nodu, l'indicateur français de mesure de l'utilisation des phytos, par l'indicateur européen HRI1. Cette mesure va-t-elle dans le bon sens ?

Il est important de pouvoir travailler avec un indicateur unique pour tous les acteurs européens afin d'éviter les distorsions de concurrence et faire converger les enjeux de préservation de la santé et des écosystèmes, d'adaptation de l'agriculture au changement climatique et de souveraineté alimentaire. Phyteis ne défend pas un indicateur plutôt qu'un autre, mais simplement l'intérêt de mesurer le risque lié à la production plutôt que la quantité de matières actives utilisées. Une chose est sûre. Se fixer uniquement un objectif quantitatif de réduction des moyens de production, sans tenir compte des spécificités des terroirs, c'est laisser se poursuivre les effets négatifs identifiés par les études d'impact : baisse des surfaces agricoles, des rendements, multiplication des impasses techniques, hausse des prix, baisse des exportations/hausse des importations.

En décembre dernier, une commission d'enquête parlementaire s'est penchée sur « les causes de l'incapacité de la France » à atteindre les objectifs fixés par les différents plans Ecophyto. L'approche combinatoire promue par Phyteis peut-elle être un levier de réussite pour Ecophyto 2030 ?

L'approche combinatoire est effectivement un levier important qui doit trouver toute sa place dans le cadre du plan Ecophyto. Si l'on se penche sur les précédents plans, il faut nuancer la notion d' « incapacité de la France à atteindre ses objectifs ». En effet, le volume des ventes des adhérents de Phyteis à la distribution a déjà reculé de 17,4% depuis 2008, année de lancement du plan Ecophyto, et de 46% depuis 1999. Si l'on se penche sur les précédents plans, il faut nuancer la notion d' « incapacité de la France à atteindre ses objectifs ».

Par ailleurs, les produits utilisables en agriculture biologique comptent aujourd'hui pour plus du tiers des volumes de matières actives vendues (37%) à la distribution, avec des ventes en croissance de plus de 50% par rapport à 2020. Ces chiffres montrent que les pratiques ont évolué, que les progrès ont été importants avec la mise à disposition de produits toujours plus sûrs et sécurisés. Il y a aussi eu des avancées importantes dans le domaine des produits classés CMR (Cancérogènes, Mutagènes et Reprotoxiques) mais également avec le lancement de produits de biosolutions.

L'approche combinatoire promue par Phyteis s'inscrit dans la droite ligne de ces progrès. Reste à créer les conditions favorables à l'accélération du déploiement et de l'adoption de ces solutions. Pour ne pas pénaliser l'Europe, nous réclamons l'ouverture de nouveaux champs d'innovation comme les New Breeding Techniques (NBT ou NGT). Nous mettons tout en œuvre pour amener ces résultats au niveau de la ferme de tout un chacun.

Interview M.L.

Avec une action fixée à 13 euros pour son augmentation de capital, le groupe compte lever 1 milliard d'euros

Après la tempête, Alstom enfin sur de bons rails

Réaiguillage

Chaque actionnaire d'Alstom pourra souscrire une nouvelle action pour cinq déjà détenues. **Ce lundi, le groupe a poursuivi sa remontada boursière, impressionnante depuis trois mois**. La confiance des investisseurs est en train de revenir.

Muriel Motte

SANS PERDRE DE TEMPS, Alstom enclenche la deuxième étape de son vaste plan de désendettement. Annoncée en novembre dernier, précisée début mai, cette restructuration financière va alléger de 2 milliards d'euros la dette du groupe ferroviaire. Ce dernier vient tout juste de lever 750 millions sous forme d'obligations hybrides, une opération massivement sursouscrite par les investisseurs la semaine dernière.

Ce lundi 27 mai, Alstom a annoncé les modalités de son augmentation de capital d'environ 1 milliard d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription. Avec ces deux opérations, doublées de cessions d'actifs et d'une réduction d'effectifs, le géant français du secteur rembourse des dettes à court terme et renforce son bilan – les titres hybrides sont considérés pour moitié comme du capital.

Cette remise au carré doit lui permettre d'émerger enfin de la situation de haute tension qui perdure depuis quelques années, notamment depuis le rachat du canadien Bombardier en 2021. Le groupe a enchaîné les déconvenues dans cette opération de croissance externe. « Nous avons été très surpris par ce qu'on a trouvé, avec des usines dans un état parfois très dégradé. Le redémarrage de la machine a été lent », commentait récemment son PDG, Henri Poupart-Lafarge. Ce qui, outre des problèmes de gestion de la trésorerie du groupe, a contribué à miner les comptes d'Alstom, autant que son cours de

> *« Il y a surtout eu un problème de gestion du cash. Les choses se sont améliorées ces derniers mois grâce à la réduction des délais de paiement des clients et à une diminution des stocks »*

Bourse. Celui-ci lui a d'ailleurs valu son expulsion de l'indice CAC 40 au printemps dernier au profit d'Accor.

Paradoxalement, sa renaissance boursière date à peu près du même moment. En trois mois, le titre s'est envolé de 65%. Début mai, la publication de comptes annuels 2023/24 moins dégradés que redouté – marqués par une nette embellie au second semestre – a participé à cette renaissance. Certes, la perte nette annuelle a dépassé 300 millions d'euros, en raison de charges exceptionnelles liées à… l'opération Bombardier.

Investisseurs rassurés. Mais, sur le plan opérationnel, « les composantes de l'amélioration de la marge d'exploitation sont en place », estiment aujourd'hui les analystes d'Oddo BHF, en soulignant « qu'il ne reste désormais plus qu'environ 1,5 milliard d'euros de contrats Bombardier à marge zéro à exécuter ». En un an, le taux de marge, indicateur de la rentabilité d'une activité, est passé de 5,2% à 5,7% et, selon les experts d'Oddo BHF, il pourrait atteindre 6,5% l'an prochain et 8,5% en 2026-2027. Par ailleurs, les coûts d'intégration du canadien et les charges de restructuration sont amenés à disparaître assez rapidement, « ceci va considérablement améliorer la lisibilité des résultats du groupe mais aussi, sur le moyen terme, la structure du cash flow », estiment-ils.

« Alstom a surtout eu un problème de gestion du cash. Les choses se sont améliorées ces derniers mois grâce à la réduction des délais de paiement des clients et à une diminution des stocks, constate Arnaud Aymé, spécialiste du transport et de l'industrie chez Sia Partners. La plus grande sélectivité dans la signature de nouveaux contrats permet aussi de demander des acomptes et d'obtenir des paiements partiels ». Le carnet de commandes d'Alstom déborde : il atteint aujourd'hui 92 milliards d'euros, soit plus de cinq ans de chiffre d'affaires, après les 18,9 milliards d'euros enregistrés au cours de l'année fiscale écoulée.

Tout cela commence à rassurer les investisseurs. Après tout, Alstom est numéro deux mondial derrière le chinois CRRC sur un marché du ferroviaire et des transports publics « particulièrement porteur pour plusieurs raisons, rappelle Arnaud Aymé. Dans les pays riches, les sujets de décarbonation profitent au transport collectif. Quant aux pays émergents, leur urbanisation et le développement de grandes métropoles vont de pair avec le développement des métros et tramways au sein des villes, et celui des trains pour relier les agglomérations ».

Certes, le géant chinois CRRC et ses 50 filiales est déjà en embuscade pour conquérir des marchés à l'exportation, en Europe de l'est notamment. Mais « il faut une proximité et une production locales pour conquérir l'univers du ferroviaire, chaque pays ayant ses spécificités techniques et ces commerciales, poursuit-il. Cela donne un peu de répit aux acteurs occidentaux, Alstom et Siemens notamment, pour conforter leurs positions et leurs performances ».

Cours d'Alstom
(en euros, en séance)

32
28
24
20
16
12
19,51 €
25/08/2023
26/02/2024
SOURCE : BOURSORAMA

La Bourse veut y croire, même si à plus de 19 euros lundi, l'action Alstom n'a pas encore récupéré tout le terrain perdu ces trois dernières années. « Cette histoire de recovery ne nous semble pas intégrée dans le cours actuel », estiment les analystes d'Oddo-BHF.

@murielmotte

Le dérèglement climatique s'amplifie partout dans le monde, mais n'est pas au sommet des priorités politiques

Les singes hurleurs meurent de chaud, nous regardons ailleurs

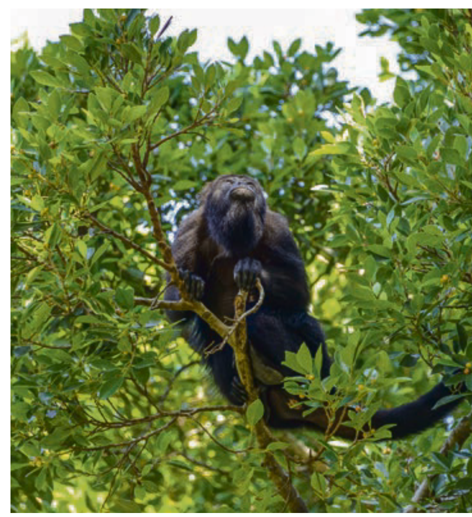
Urgence

Dans un avis sur la « transition écologique juste », **l'Ademe constate que la transition écologique a des effets bien réels, mais peu importants en regard d'autres sujets prédominants**.

Irène Inchauspé

AU MEXIQUE, UNE CENTAINE de singes hurleurs, ceux dont on entend les cris à plusieurs kilomètres de distance, sont tombés des arbres totalement déshydratés en raison de la vague de chaleur sans précédent qui sévit dans le pays. Les autorités de New Delhi ont ordonné mardi 21 mai la fermeture anticipée des écoles de la capitale indienne pour les vacances d'été, mais, avec effet immédiat, selon la presse locale, en raison de températures extrêmes. Le service météorologique indien avait prévu une « vague de chaleur sévère » cette semaine. Il faisait 47,8 °C à Najafgarh en banlieue de Delhi, soit la température la plus élevée de tout le pays.

Morts inédites, confinement climatique, tout cela est bien loin de nous. Pour autant, nous ne sommes pas seuls au monde. Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, alerte depuis un an sur le scénario d'une France à + 4 degrés en 2100. Ce chiffre correspond au scénario du Giec dans lequel les politiques climatiques sont inchangées par rapport à ce qui se fait aujourd'hui, ce qui se traduit se traduit par une hausse de température de 3 °C dans le monde et de 4 °C pour la France. Les singes qui meurent de chaud ne sont pas un bon signe pour nous.


SIPA PRESS

La vague de chaleur extrême qui touche le sud-est du Mexique serait à l'origine du décès de centaines de **singes hurleurs**, totalement déshydratés.

Il y a « beaucoup plus à perdre qu'à gagner à l'inaction climatique en France et dans le monde », souligne l'Ademe, le bras armé du gouvernement pour la Transition écologique, qui vient de publier un avis sur la « transition juste ». Pour l'agence, cette idée est née « du refus de légitimer l'inaction en matière environnementale au nom des pertes d'emploi qui découleraient des politiques mises en œuvre ». Parce que la transition vers un système moins émetteur de CO_2 (du « brun » au « vert » selon les termes de l'Ademe) relève de l'intérêt général, elle doit s'accompagner de mesures pour aider « ceux qui vont y perdre en termes d'emploi ou d'actifs matériels et financiers, qu'il s'agisse de ménages, d'entreprises ou de territoires », autrement dit les « perdants » de la transition.

Par exemple, 10 000 emplois seraient perdus dans l'industrie automobile en France entre 2021 et 2026 en raison du développement de l'électromobilité, en l'absence d'un plan efficace et rapide de relocalisation. Les estimations du coût de la transition écologique – 34 milliards d'euros par an d'ici 2 030 d'investissements publics additionnels (plus 32 milliards d'investissements privés) – sont déjà très élevées. Selon l'Ademe, ce coût serait sous-estimé. « Pour les finances publiques s'ajoutent des pertes de 13 milliards d'euros de recettes fiscales annuelles en 2030 et de 30 milliards en 2050 en raison du basculement progressif des voitures thermiques vers l'électrique », peut-on lire dans l'avis. Tout cela ne fait pas rêver et ne donne pas follement envie d'accélérer sur la transition écologique.

Agenda. La conclusion de l'avis de l'Ademe est d'ailleurs assez étonnante. « Les effets de la transition sont bien réels, quoique variables selon les chemins ou les territoires. Cependant, ils restent relativement peu importants en regard d'autres réalités prédominantes ». Suit un inventaire à la Prévert : crises énergétiques, financières, sanitaires, géostratégiques, institutionnelles, tertiarisation des économies, leur globalisation et leur financiarisation, la répartition des revenus et des patrimoines, le développement de l'intelligence artificielle, des fake news, le vieillissement de la population, les tensions économiques, sociales, identitaires, religieuses, etc. « Ils ont certainement voulu dire que les questions écologiques sont moins importantes que les autres dans l'agenda des politiques publiques, souligne Lucile Schmid, vice-présidente de la Fabrique Ecologique. L'Ademe se place ainsi dans le champ électoral à la veille des élections européennes ».

Celles-ci se présentent mal pour les écologistes : voyant la barre des 5% se rapprocher dangereusement dans les sondages, les cadres du parti craignent de disparaître du Parlement européen. Quant à Christophe Béchu, il ne sait pas encore s'il pourra ou s'il doit présenter son plan d'adaptation à un réchauffement climatique de +4 degrés avant le 9 juin. En effet, à partir d'aujourd'hui et jusqu'aux élections, le gouvernement ne peut plus communiquer librement sur son action. La promotion d'une mesure écolo s'en trouverait ainsi entravée. Pendant cela, ailleurs sur notre planète, des singes tombent comme des pommes et des écoles ferment.

@iinchauspe

Le scénario d'une hausse de la productivité de 0,7 % devrait s'imposer comme hypothèse centrale dans le rapport annuel du COR

Retraites : bientôt une photo plus réaliste de la situation

Retour à la réalité

Le COR est une instance indépendante qui rassemble des représentants des syndicats, des organisations patronales et des différentes grandes administrations concernées par le sujet, ainsi que des experts, **pour établir les perspectives financières du système de retraite**.

Marc Vignaud

ATTENDU LE 13 JUIN, le prochain rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites (COR) 2024 ne devrait pas changer beaucoup le diagnostic sur la santé financière du système établi l'année précédente. Mais sa présentation va être remaniée. Sous l'impulsion de son nouveau président, l'économiste Gilbert Cette, nommé par l'exécutif en remplacement de Pierre-Louis Bras, l'instance mettra en avant un seul scénario économique pour évaluer la santé financière du système jusqu'en 2070, plutôt que quatre. L'idée est d'éviter que chacun s'appuie sur celui qui l'arrange pour défendre une position arrêtée a priori, empêchant tout consensus sur l'état de santé du système. Le scénario retenu prévoit une croissance annuelle de la productivité (et donc, à long terme, des salaires sur lesquels sont assises les cotisations retraites), de 1%. Cette hypothèse avait déjà été privilégiée par le gouvernement pour évaluer les conséquences financières de sa réforme controversée.

Les trois autres scénarios économiques habituellement présentés ne vont pas disparaître, mais ils seront relégués bien plus bas dans ce pavé de plusieurs centaines de pages. Ils rejoindront les « analyses de sensibilités » effectuées sur de nombreux paramètres qui ont de l'influence sur la situation financière des retraites, comme la démographie ou l'immigration.

Le scénario le plus optimiste d'une croissance de la productivité de 1,6% par an sera abandonné, tant il paraît, aujourd'hui, irréaliste. Un nouveau scénario d'évolution de la productivité plus pessimiste, de seulement 0,4%, va être ajouté en plus de l'hypothèse la plus pessimiste introduite en 2022, de 0,7%. « Ce taux (de 0,7%) est équivalent à ce qui a été observé de 2005 à 2019, avant la crise sanitaire, ce qui revient à supposer que le ralentissement structurel observé sur plusieurs décennies avant 2019 est stoppé. Il est nettement supérieur à ce qui est observé sur la période 2005-2022 (0,4%) », est-il justifié dans les documents préparatoires au rapport.

Réforme. Il faudra toutefois bien scruter la santé financière du système des retraites dans les décennies à venir avec l'hypothèse d'une hausse de la productivité de seulement 0,7%. C'est elle qui sera retenue comme hypothèse centrale du rapport 2025. Avec l'idée qu'une bonne surprise est plus facilement gérable qu'une mauvaise, et qu'il faut avoir un diagnostic conforme à la réalité économique en anticipation du prochain débat sur les retraites.

Dans le rapport 2023, le scénario économique à 0,7% faisait apparaître un déficit continu du système de retraite, non négligeable, jusqu'à 1,6% du PIB en 2070. Et ce, malgré les effets positifs de la réforme de 2023 ! En quelques années, la photo du COR aura ainsi radicalement changé. Au risque de braquer les syndicats qui craignent qu'une vision trop noire serve, à terme, à justifier une nouvelle réforme.

Un autre paramètre central pour la santé financière des retraites, le taux de fécondité, pourrait s'avérer plus dégradé que prévu. Pour l'instant, l'hypothèse centrale du COR, qui s'appuie sur l'Insee, le fait remonter à 1,8 enfant par femme. Ce paramètre important pour l'évolution future de la population active n'est plus que d'un peu plus de 1,6. « On ne sait pas, alerte une partie prenante à ces débats, si on se dirige vers un taux de fécondité comparable à celui de l'Italie et l'Espagne de 1,3 enfant par femme. »

@mvignaud

Tribune
« La vulnérabilité des démocraties n'est pas une fatalité »



Par Jean-Christophe Fromantin, Délégué général d'Anticipations, chercheur-associé chaire ETI, IAE Sorbonne.

Face à la montée des populismes et à une défiance croissante vis-à-vis des institutions démocratiques, la question se pose de plus en plus sur la fragilité des systèmes politiques. Quelques pistes méritent d'être explorées pour comprendre ce phénomène et anticiper des perspectives de restauration d'une démocratie authentique.

Une première analyse des stimuli de ce glissement porte sur l'hyperpersonnalisation de masse, d'aucuns appellent « l'atomisation de l'individu » qui progressivement nous entraîne vers un isolement et nous prive d'un récit commun. Ce phénomène, largement attribué aux réseaux sociaux et à l'appauvrissement d'une socialité réelle, est accentué par les biais cognitifs et culturels qui caractérisent le fonctionnement optimisé des algorithmes.

On parle dorénavant d'une « anthropologie du chacun pour soi » qui nourrit des modèles économiques très performants basés sur l'hyperpersonnalisation des offres. Dans ses travaux, la chaire vulnérabilité(s) de l'UCLy, alerte sur « des cycles économiques qui ne sont plus l'expression d'un dysfonctionnement ayant pour origine des erreurs d'anticipation, mais l'optimisation d'un comportement optimal » (Michaël Assous, *Vulnérabilité(s)*, 2023). En optimisant les modèles, tout en écartant la notion essentielle de vulnérabilité des constructions socio-économiques, on aboutit nécessairement à un isolement de chaque individu.

Métropolisation. Une deuxième cause, qui procède de la première, porte sur une forme d'ambigüité entre la notion de « se loger » et celle « d'habiter ». Un enjeu que le philosophe Bruno Latour (*Où atterrir ?*, 2017) avait relevé en appelant notre attention sur le temps « géo-social » du XXIe siècle. Ces deux notions sont très différentes : l'une est fonctionnaliste, tandis que l'autre postule d'une culture, d'un territoire et par conséquent d'une armature de liens sociaux autour d'un héritage et d'une perspective partagés.

La métropolisation qui participe de l'approche fonctionnaliste, hors-sol, voire performative du logement est une première cause de cette dangereuse confusion. Elle génère une standardisation croissante, au détriment de l'esprit « village » dont la

> *« En optimisant les modèles, tout en écartant la notion essentielle de vulnérabilité des constructions socio-économiques, on aboutit nécessairement à un isolement de chaque individu »*

métaphore est très souvent convoquée pour illustrer le cadre de vie préféré des individus. Cette approche questionne les échelles géographiques vers lesquelles nous devons construire les politiques d'aménagement du territoire, vers plus de proximité, d'altérité et de sens démocratique.

Une troisième voie d'analyse pour comprendre l'affaiblissement des systèmes démocratiques, porte selon moi, sur ce que la philosophe Simone Weil dénonçait dans sa « Note sur la suppression générale des partis politiques » (*Ecrits de Londres*, 1940) en postulant d'une incompatibilité structurelle entre la démocratie et les partis politiques. Elle alertait sur le fonctionnement des partis qui prospèrent sur les passions collectives : « Quand il y a passion collective dans un pays, il y a probabilité pour que n'importe quelle volonté particulière soit plus proche de la justice et de la raison que la volonté générale, ou plutôt de ce qui en constitue la caricature » ; et par conséquent que s'installe une confusion entre la fin et les moyens.

La passion collective devient un moyen, au service d'un autre moyen, qu'est le pouvoir. La notion de bien disparaît du spectre collectif et par conséquent du débat démocratique. Or, les partis politiques se battent d'abord pour assurer leur propre existence, pointait la philosophe. Son analyse est particulièrement intéressante dans la période contemporaine dont la multiplicité des crises alimente à foison les passions collectives. Alors même que ces crises devraient être le

> *« La passion collective devient un moyen, au service d'un autre moyen, qu'est le pouvoir. La notion de bien disparaît du spectre collectif et par conséquent du débat démocratique »*

socle d'une réflexion nouvelle sur le bien et sur les visions politiques qui en découlent.

Ces pistes, et bien d'autres, participent d'une mise en tension du périmètre d'exercice de la démocratie par rapport à celui du monde. La restauration d'une démocratie authentique, enracinée, en mesure de poser les technologies comme un moyen plutôt qu'une fin, est consubstantielle des territoires de projet.

Deux principes guident cette territorialisation politique : celui de permettre à chacun d'imaginer un cadre de vie au sein duquel il puisse projeter et partager son idéal de vie ; celui par lequel nos échelles d'organisation de la vie collective laissent chaque individu en capacité d'y exercer son utilité, et par conséquent sa part de contribution à la démocratie.

Nos Futurs
« Décroissance : le retour à la case misère »

La chronique de Antoine Buéno

Tout le monde connaît Taylor Swift. Mais rares sont ceux qui ont entendu parler de Philippe Charlez. Pourtant, son travail est autrement plus important pour l'avenir que les rengaines vitaminées de la nouvelle star de la pop. Dans un ouvrage au titre trompeur, *L'utopie de la croissance verte*, passé à peu près inaperçu à sa sortie en 2021, cet ingénieur énergéticien répond à la question suivante : quelle transition écologique est-elle possible physiquement ?

Plus précisément, sur les pas d'Ilya Prigogine, prix Nobel de chimie 1977, Charlez applique les lois de la thermodynamique à l'écologie. Rappelons que la thermodynamique étudie les lois physiques régissant l'énergie. Elle développe en particulier la notion d'entropie, qui mesure le degré de désorganisation d'un système.

D'un point de vue thermodynamique, l'économie est « une structure dissipative ». C'est-à-dire qu'elle émet de l'énergie (lumière, chaleur) et de la matière (gaz à effet de serre, produits chimiques) dans son environnement. Ce faisant, pour créer de « l'énergie utile », c'est-à-dire tous les biens et services dont nous bénéficions, elle transforme un flux matériel et énergétique « basse entropie » (l'énergie et les matières premières qui alimentent l'économie) en déchets à « forte entropie » (pollution). Autrement dit, pour générer l'ordre de la société humaine, l'économie augmente le désordre du monde. Jusqu'à engendrer la crise environnementale actuelle.

D'un point de vue thermodynamique, la transition écologique consiste à la fois à réduire le flux entrant (matière et énergie basse entropie) et le flux sortant (matière et énergie haute entropie). Pour ce faire, deux écologies se font aujourd'hui face : une écologie qui prône une réduction de l'activité humaine et une écologie qui prône une transformation de l'activité humaine. Schématiquement, celle de la décroissance d'un côté et celle de la croissance durable de l'autre. Que nous dit la thermodynamique de ces deux approches ? Elle les renvoie en quelque sorte dos à dos, avec tout de même une sérieuse prime au durabilisme.

La thermodynamique est implacable avec la décroissance. Décroître pour réintégrer les limites planétaires conduirait à une mort thermique. C'est-à-dire un effondrement de l'énergie utile disponible pour l'humanité. Dit plus simplement, c'est le retour à la case misère. Un enseignement plus qu'instructif, surtout face aux idéologues de la décroissance qui ne cessent d'invoquer cette même thermodynamique à l'appui de leurs thèses...

Civilisation spatiale. Mais, symétriquement, la thermodynamique interdit de mettre en œuvre une croissance vraiment durable. C'est finalement la démonstration physique du fameux slogan « pas de croissance infinie dans un monde aux ressources finies ». En revanche, et c'est là que réside la prime à la durabilité, la croissance peut encore se poursuivre parce que nous disposons de marges considérables d'optimisation de l'économie. Songez un peu : si le monde avait l'intensité énergétique de l'Europe (quantité d'énergie requise pour produire une unité de PIB), il aurait besoin de 2,5 fois moins d'énergie qu'aujourd'hui pour le même niveau de richesse. De même, en sortie, si le monde

> *« Décroître pour réintégrer les limites planétaires conduirait à une mort thermique. C'est-à-dire un effondrement de l'énergie utile disponible pour l'humanité »*

avait l'intensité carbone de la France (émissions de carbone par unité de PIB), il émettrait deux fois moins de carbone qu'aujourd'hui... Exploiter ces gisements d'optimisation, tel est l'enjeu de la transition.

En revanche, on l'aura compris, la solution ne peut thermodynamiquement être que temporaire. A moins d'ouvrir le système... C'est-à-dire d'exploiter les ressources spatiales et d'y « dissiper » notre entropie. Curieusement, Charlez ne va pas jusqu'au bout de sa démonstration. Il n'explore pas la solution spatiale. Interrogé sur ce point, il reconnaît néanmoins qu'elle fonctionne sur le plan de la théorie thermodynamique.

Envisagé au travers de ce prisme, bâtir une civilisation spatiale revient à ouvrir le système, alors qu'il est jusqu'ici fermé à l'échelle planétaire. Sorti du confinement terrestre, tout change. S'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde aux ressources finies, en revanche, rien n'interdit une croissance infinie dans un univers aux ressources infinies.

Charlez valide l'idée d'un point de vue théorique. Tout en la jugeant intéressante, il admet ne pas l'avoir étudiée et ne se prononce pas sur sa concrétisation pratique. Dans sa réaction pointe néanmoins un mélange d'enthousiasme et de scepticisme. Etre un génie ne dispense pas d'une certaine prudence.

Antoine Buéno est conseiller au Sénat, essayiste et conférencier.



DR

Ilya Prigogine a reçu le prix Nobel de chimie en 1977 pour ses travaux sur la thermodynamique.

Analyse
« La croissance verte, une affaire de générations ? »

Par Bertrand Munier, professeur émérite des Universités, ancien directeur économie de l'ENS de Paris-Saclay, président du Conseil scientifique de la Fondation Maurice Allais.

Voici cinquante ans, un coup de tonnerre venait frapper un ciel économique serein, marqué par le plein-emploi et un baril de pétrole à 2 dollars. Le rapport du Club de Rome envisageait plusieurs scénarios dont certains aboutissaient à la même conclusion : en l'absence de mesures sérieuses immédiates, la croissance serait bridée et, dès le milieu des années 1980, basculerait en décroissance.

Si de telles prévisions se sont avérées excessives, la mise au centre des préoccupations de possibles détriments à infliger aux générations futures a eu le mérite de déclencher un réexamen de l'analyse économique de la croissance. Par la suite, l'ONU et sa commission mondiale sur l'environnement et le développement allaient définir le concept de « croissance soutenable » avec le rapport Brundtland en 1987, comme « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Générations imbriquées. Le débat public, hélas, s'est réduit à quelques idées générales. En ne faisant que peu de place à l'analyse scientifique, il a fabriqué un antagonisme sans issue entre les partisans de la « décroissance » et de l'écologie « punitive » et les promoteurs de l'écologie « incitative ». En conséquence, si de réels efforts ont été déployés pour rendre la croissance plus économe de ressources naturelles, les méthodes d'action publique ont été adoptées au gré de préoccupations successivement dominantes.

Ce n'est qu'au tournant du siècle que des chercheurs ont redécouvert un cadre d'analyse scientifique - délaissé jusque-là. L'analyse économique dite des « générations imbriquées » est le modèle séminal posé par le Français Maurice Allais dans *Economie et Intérêt*. Publié en 1947, cet ouvrage pose le principe que le bien-être d'une économie n'est pas celui d'une génération en particulier. Il interroge notamment les conséquences de la coexistence de différentes générations au sein d'une économie pour la détermination des taux d'intérêt et, en retour, sur les conséquences du niveau des taux pour les différentes générations. Maurice Allais contestait au seul marché la capacité d'établir un taux d'intérêt optimal. Mais il allait bien au-delà en proposant un cadre d'analyse de ces « générations imbriquées », permettant de comprendre les interactions et les transferts de ressources entre deux générations qui cohabitent en permanence.

La question énergétique est centrale pour l'avenir des générations futures, car chaque effort consenti aujourd'hui pèsera d'autant moins dans la charge que nous laisserons aux futures générations. La question actuelle de la souveraineté fait partie du questionnement. Dès lors, comment juger des efforts entrepris jusqu'ici ? La puissance publique a produit un certain nombre d'instruments pour lutter contre le changement climatique, entre subventions, taxes et quotas payants, mais quel peut être le système le plus efficace pour attendre les objectifs du Net Zero 2050 ? Quelle organisation faut-il mettre en place pour réguler le prix et le marché du carbone ? C'est en répondant à ces questions que l'on pourra envisager les voies d'une croissance verte.

« Les voies d'une croissance verte » sera le thème de la 5e édition des Ateliers Maurice Allais, organisée le 7 juin, avec la participation de Christine Lagarde, Bruno Bensasson, Marc Baudry et Christine Allais.

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

En tournée en Europe, le Premier ministre de l'Autorité palestinienne est reçu au plus haut niveau par les dirigeants européens, qui souhaitent confier la gestion de Gaza à cette entité

Palestine : pourquoi les Européens soutiennent Mohammad Mustafa

Jour d'après

En tournée en Europe, Mohammad Mustafa, le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, engrange les soutiens diplomatiques et financiers. L'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont annoncé leur décision de reconnaître la Palestine comme un Etat à compter du 28 mai. Dimanche, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a critiqué les « autorités d'occupation israéliennes » pour avoir imposé des mesures punitives à l'encontre de l'Autorité palestinienne.

Pascal Airault

MÉCONNU DU GRAND PUBLIC jusqu'à sa nomination comme chef du gouvernement palestinien en mars, Mohammad Mustafa est sous les feux des projecteurs. Il s'affiche auprès des grands leaders européens qui lui accordent, les uns après les autres, des succès diplomatiques et multiplie leurs promesses d'aide. Samedi, à Rome, le Premier ministre a été reçu par Giorgia Meloni. La présidente du Conseil italien s'est engagée à verser des dizaines de millions d'euros pour soutenir les Palestiniens.

Le lendemain, il a participé à Bruxelles à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à laquelle avaient été conviées plusieurs de leurs homologues arabes (Arabie saoudite, Egypte, Jordanie, Qatar, Emirats arabes unis, Tunisie), du G7 (Grande-Bretagne, Canada, Japon) et de l'Australie. Une Autorité palestinienne « forte » est nécessaire pour ramener la paix au Moyen-Orient, a souligné le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères, Josep Borrell, juste avant de recevoir Mohammad Mustafa. Ce dernier a plaidé pour un soutien accru aux habitants de Gaza et la reconstruction des institutions de l'Autorité palestinienne dans ce territoire, dont le Hamas a pris le contrôle en 2007.

Technocrate bon teint, économiste chevronné, le chef du gouvernement palestinien fait figure de partenaire idéal pour les Occidentaux et les monarchies du Golfe. Il a fait ses études aux Etats-Unis, y a enseigné et a travaillé près de quinze ans pour la Banque mondiale. Il a aussi conseillé les autorités du Koweit et d'Arabie saoudite. Il avait déjà piloté la reconstruction de Gaza après la guerre de juillet 2014.

Marathon. De Washington à Madrid en passant par Bruxelles et Oslo, les chancelleries occidentales cherchent à asseoir sa légitimité comme chef de gouvernement d'une Autorité palestinienne qui en a bien besoin. Une étude récente du Palestinian Center for Policy and Survey Research a révélé que près de 60% des Palestiniens souhaitent sa dissolution, critiquant son gouvernement pour son inefficacité et son incapacité à répondre aux besoins fondamentaux de la population.

Lundi, le dirigeant palestinien s'est entretenu avec le Premier ministre belge, Alexander De Croo. La diplomatie belge compte réunir un groupe large de pays européens afin d'aboutir à une reconnaissance de l'Etat palestinien. C'est aussi la position de la France et du Portugal. « La reconnaissance d'un Etat palestinien n'est pas un tabou pour la France », avait déclaré Emmanuel Macron en février. Paris comme la plupart de ses partenaires européens a voté pour l'extension du statut d'Etat observateur de l'Etat de Palestine à l'ONU. Mais Paris, comme Bruxelles ou Lisbonne, souhaitent faire de la reconnaissance de l'Etat palestinien un levier dans lwes négociations du « jour d'après » dans le cadre d'une solution à deux Etats.


SIPA PRESS

Le chef du gouvernement palestinien **Mohammad Mustafa** a rencontré la présidente du Conseil italien **Giorgia Meloni** le 25 mai à Rome.

Mohammed Mustafa achèvera mercredi son marathon diplomatique à Madrid où il sera reçu au plus haut niveau. L'Espagne de Pedro Sanchez, où l'adhésion à la cause palestinienne est forte, a décidé de reconnaître l'indépendance d'un Etat palestinien à compter du 28 mai. C'est aussi le cas de l'Irlande et de la Norvège. Ancienne « colonie » anglaise, la première est un soutien historique de Ramallah pour des raisons idéologiques. La seconde a hébergé les accords d'Oslo et a toujours soutenu la création d'un Etat palestinien. Ces trois pays veulent faire pression sur Israël pour relancer le processus de paix.

De leur côté, les Etats-Unis exercent leur influence pour mettre un terme à la guerre à Gaza et redonner la gouvernance de l'enclave à l'Autorité palestinienne. C'est aussi la solution prônée par les Européens. Pour cela, le retrait du Hamas de la direction de Gaza apparaît comme une condition essentielle. « C'est la seule option viable, confie un responsable européen. Il faut renforcer l'administration palestinienne, ses forces de police et de sécurité, qui contrôle la Cisjordanie, afin de lui permettre de prendre en charge la bande de Gaza. »

Chez les Européens, on reconnaît néanmoins que ce processus sera très difficile à mettre en œuvre. Pour l'instant, le Hamas est loin d'être défait militairement sur le terrain après huit mois et demi de guerre. Les services de sécurité de l'Autorité palestinienne ne seront pas, non plus, capables d'assurer la sécurité sans l'aide d'une force – régionale ou internationale – et un appui des Israéliens. Problème : les pays ne se bousculeront pas pour envoyer des troupes dans le territoire. Et Benjamin Netanyahu et ses alliés extrémistes de la coalition gouvernementale, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, y sont opposés.

@P_Airault

Tête de liste d'un parti composé de dissidents de l'ANC, l'ex-président fait campagne pour le scrutin du 29 mai malgré son inéligibilité

Les élections générales, dernier combat de Jacob Zuma en Afrique du Sud

Trouble-fête

Plus de 27 millions d'électeurs sud-africains sont appelés à se rendre aux urnes le 29 mai pour des élections générales (législatives et provinciales) **qui devraient voir l'ANC perdre la majorité absolue qu'elle détient depuis 1994, date de l'avènement au pouvoir de Nelson Mandela**. La population, largement désabusée, aspire au changement alors que le chômage est endémique et les services de base défaillants.

A 82 ANS, JACOB ZUMA n'a rien perdu de son charisme et de ses qualités de showman. A chaque meeting, l'ancien président sud-africain esquisse des pas de danse et entonne les chants de lutte contre l'apartheid. Le poing serré, l'ancien compagnon de route de Nelson Mandela, semble encore plus vindicatif que par le passé. Dimanche, il a tenu un ultime rassemblement de campagne à Emalahleni, dans le Mpumalanga, à l'est du pays. Il a promis des changements aux Sud-Africains qui « n'ont pas été bien traités depuis longtemps ».

Sourire plein de malice, il souhaite jouer un bien mauvais tour à celui qui a provoqué sa chute au sein du Congrès national africain (ANC), le président Cyril Ramaphosa, en quête d'un nouveau mandat. Poussé à la démission en 2018 après une série de scandales – et encore poursuivi pour corruption –, Jacob Zuma a fondé son nouveau parti en décembre dernier.

Baptisé MK pour Umkhonto we Sizwe (le fer de lance de la nation), sa formation arbore les couleurs vertes et jaunes de l'ex-branche armée de l'ANC. Il a récupéré des militants déçus de l'ANC dont une majorité issue de son berceau, le Kwazulu-Natal, qui voit dans la nouvelle formation un retour aux sources du parti. Jacob Zuma se présente aujourd'hui en candidat antisystème et promet le changement aux électeurs de la Nation arc-en-ciel qu'il veut libérer de la tenaille de l'ANC et d'un système économique dominé par les « blancs ».

Guerre des héritiers. Déclaré inéligible au poste de député par le Conseil constitutionnel à dix jours du scrutin en raison d'une condamnation pour outrage en 2021, l'ex-président reste déterminé et appelle les électeurs à la vigilance, alors que son parti accuse la Commission électorale de rouler pour Cyril Ramaphosa et l'ANC. Son exclusion ne devrait pas entamer le vote en faveur du MK, dont il reste le leader. Sa photo, imprimée sur les bulletins de vote, n'a d'ailleurs pas été enlevée.

Selon différents sondages rendus publics, le parti est estimé en 10% et 15% des intentions de vote. « Notre objectif est de le doper à travers une bonne campagne numérique pour qu'il franchisse la barre des 20% le jour du vote, explique un des spin doctor de sa campagne. La décision de la Cour constitutionnelle le place dans la position de victime d'une injustice. Cela devrait doper les votes en sa faveur. »

Ce scrutin a tout d'une guerre des héritiers de Nelson Mandela qui a mal tourné. Thabo Mbeki, successeur de l'ancien pensionnaire de Roben Island élu à la présidence en 1999, a critiqué les membres de l'ANC, dont l'actuel chef de l'Etat, pour avoir servi leurs propres intérêts depuis leur accession au pouvoir en 1994. « A l'intérieur de l'ANC, il y a des pommes pourries et des voleurs », a-t-il confié, appelant à s'en débarrasser.

Julius Malema, l'ex-président de la jeunesse de l'ANC, se présente sous les couleurs des Combattants de la liberté économique (EFF). Populaire auprès des jeunes, il a radicalisé son discours contre les blancs, poussant à la surenchère pour la « décolonisation » du pays.

Les forces de sécurité sont sur le qui-vive à quelques jours du scrutin. Elles redoutent des troubles dans le Kwazulu-Natal comme en juillet 2021 après l'incarcération de Jacob Zuma. Cyril Ramaphosa reste en tête des sondages, avec 30% à 40% des intentions de vote. « La corruption n'est pas le souci principal des Sud-Africains car elle est endogène, poursuit le spin doctor. Ce qui les intéresse, c'est le changement alors que la situation économique et sociale se dégrade. ». A l'issue du premier tour, Jacob Zuma compte bien être en position de faiseur de roi. Reste à savoir ce qu'il en fera... **P.A.**

Les subventions pour les véhicules neufs, censées soutenir l'industrie, coûteront un milliard par an

Automobile : Rome met le paquet sur les primes

Chèques

Le gouvernement Meloni continue à parier sur le thermique, **qui concentrera plus de 40% de l'ensemble des aides**.

Francesco Maselli (à Rome)

FACE À LA CRISE de l'industrie automobile nationale et à la nécessité de renouveler le parc du pays, le gouvernement italien a choisi de stimuler la demande. Il vient de divulguer les contours des aides pour les consommateurs qui souhaitent acheter un modèle neuf plus écologique. Le principe d'un financement direct de l'Etat avait été adopté par le gouvernement Draghi en 2022, mais l'exécutif actuel l'a profondément modifié, augmentant notamment la prime pour les moins aisés. Au total, la mesure est estimée à un milliard d'euros annuel jusqu'à 2030. Annoncé comme imminent depuis le 1er février, le changement n'est finalement intervenu que samedi. Un délai qui a mécontenté les acteurs du marché.

Mais, malgré les critiques contre le ministre du Développement économique, Adolfo Urso – dont l'annonce précoce a poussé les consommateurs à reporter leur achat –, les constructeurs peuvent se montrer satisfaits. Les nouvelles primes sont beaucoup plus généreuses que les précédentes, atteignant jusqu'à 13 750 euros pour les personnes aux revenus inférieurs à 30 000 euros au sens de l'Isee – un indicateur prenant en compte la situation patrimoniale, familiale et les ressources du contribuable. En 2023, l'aide était plafonnée à 5 000 euros.

Si les sommes allouées à l'électrique augmentent par rapport à 2023, le poids du thermique restera important : plus de 40% des fonds, soit 402 millions, seront dédiés à l'achat de modèles thermiques ou hybrides, 240 millions à celui de voitures électriques et 140 millions sont réservés aux hybrides rechargeables. Des limites de prix sont également introduites : le tarif (hors TVA) du véhicule ne devra pas dépasser 35 000 euros pour les voitures électriques et thermiques et 45 000 euros pour les hybrides rechargeables.

> ***Le pays, qui fabriquait un million de voitures en 2003, n'en produit qu'environ la moitié aujourd'hui, toutes sortant des usines Stellantis***

Méfiance. Le refus du gouvernement de Giorgia Meloni de tout miser sur l'électrique apparaît cohérent avec son opposition au choix de la Commission européenne d'interdire la vente des voitures thermiques à partir de 2035. En Italie, cette méfiance envers l'électrique est partagée par les consommateurs : en 2023, ce type de véhicules ne représentait que 4,2% des immatriculations totales.

Au moment où l'Allemagne vient de supprimer ce type d'aide, l'Italie espère soutenir ses constructeurs et revitaliser un secteur en crise : le pays, qui fabriquait un million de voitures en 2003, n'en produit qu'environ la moitié aujourd'hui, toutes sortant des usines Stellantis – le groupe auquel appartient Peugeot. Ce monopole ne va pas sans alimenter les tensions entre le géant de l'automobile et le gouvernement de droite, qui accuse ouvertement Stellantis – qui joue désormais la carte de l'électrique – de faire la part belle aux intérêts de la France.

Le ministre Adolfo Urso a annoncé vouloir atteindre à nouveau le million de voitures produites par an sur le sol transalpin, et essaye à cet effet d'attirer d'autres fabricants : « On a besoin d'un deuxième constructeur. Même un groupe chinois sera le bienvenu s'il utilise des composants et de la main-d'œuvre italiens », a-t-il déclaré samedi dernier.

@FrMaselli

La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

Pascal Boniface

Jeux olympiques : « Le sport n'est pas une baguette magique, il ne transforme pas tout, mais c'est un instrument puissant pour rapprocher les gens »

S'il a publié plus de 70 ouvrages, Pascal Boniface affectionne aussi l'exercice de la bande dessinée, qui permet de « faire lire différemment » et ainsi d'amener à la lecture un public plus jeune. Avec *Un monde de Jeux*, il montre que l'apolitisme des Jeux olympiques est un mythe.

Jeux olympiques et politique ont-ils toujours été liés ?

Oui, dans la mesure où le baron de Coubertin aspirait à la pacification des relations grâce au sport. Même s'il développait l'argument qu'il ne fallait pas mélanger sport et politique, c'était en fait intimement lié dès l'origine des Jeux. Mais les premiers JO, c'est seulement une dizaine de pays et 113 sportifs. Pas grand monde n'en parlait, ça ne concernait qu'une toute petite élite. Les Jeux olympiques n'ont d'abord été que l'appendice des Expositions universelles. Ils devaient s'y glisser et étaient bien contents de pouvoir exister de cette façon, avant que le sport devienne progressivement de plus en plus important au niveau sociétal et social. Aujourd'hui, les JO sont, avec la Coupe du monde de football, l'événement le plus médiatisé au monde, avec peut-être la mort de la reine d'Angleterre… mais qui arrive de façon moins régulière ! Ils ont acquis une importance géopolitique majeure.

Au point d'être devenu la principale vitrine pour les Etats, qui sont tous présents.

Oui, c'est le moment où tout le monde peut se montrer. En tant qu'amateur de foot, je dois reconnaître que les JO sont plus universels que la Coupe du monde, car tous les pays ne participent pas à cette dernière alors que tous ont au moins un, deux, trois représentants aux JO. Chacun peut s'y sentir concerné. C'est l'universalisme le plus absolu par le nombre d'Etats ou d'entités qui y participent, et par le nombre de sports représentés.

Jusqu'à devenir un outil puissant de soft power pour toutes les dictatures…

Pas seulement pour les dictatures, pour tous les pays ! Ils veulent tous exister. Durant la Guerre froide, il y avait une compétition entre l'URSS et les Etats-Unis pour savoir qui aurait le plus de médailles d'or, et qui pourrait prouver ainsi aux yeux du reste du monde que son système était plus performant que celui du rival. C'était aussi vrai pour les Etats-Unis démocratiques que pour l'URSS dictatorial. De même, après l'échec de la France aux Jeux de Rome en 1960, où elle n'a obtenu que cinq médailles (deux d'argent et trois de bronze) et pas une médaille d'or, de Gaulle décide de doter la France d'une politique sportive. Il a compris que l'image de la France pâtissait de son échec sur le plan sportif. Bien sûr, on a toujours en tête l'instrumentalisation du sport par Hitler aux Jeux de Berlin en 1936. Mais tous les pays, tous les régimes veulent mettre en avant les succès de leurs sportifs. Et Emmanuel Macron, président élu d'un pays démocratique, ne sera pas le dernier à mettre en valeur les succès de la France, s'il y en a, lors de ces Jeux de Paris 2024.

La Guerre froide, à laquelle vous consacrez un chapitre, est-elle le paroxysme de l'affrontement entre puissances via les JO ?

C'est effectivement l'exemple parfait, avec les boycotts croisés des JO de Moscou 1980 par les Américains, puis de ceux de Los Angeles en 1984 par les Soviétiques. Mais de la même manière, aux JO de Pékin 2008, la Chine était très heureuse d'arriver devant les Etats-Unis au nombre de médailles. Et aux JO de Paris 2024, où Chinois et Américains joueront à l'extérieur, celui qui obtiendra le plus de médailles le mettra aussi en avant. C'est du « nation branding » ! Et puis, il y a des pays qui sont sur des niches, comme la Jamaïque avec le sprint. Cela leur permet de peser, sur le plan sportif, plus lourd que leur poids réel. Ils en profitent ainsi pour exister aux yeux du reste du monde.

En 2008, la bonne organisation des Jeux de Pékin a été très bénéfique pour la Chine et son image.

Oui, cela a permis de montrer qu'elle pouvait organiser un événement, qu'elle s'ouvrait au reste du monde… Ceux qui pensaient que ça allait transformer la Chine en démocratie se sont trompés. Mais si on lui avait fermé la porte au nez en disant qu'elle ne pouvait pas accueillir les JO, elle se serait peut-être un peu plus fermée. Le sport n'est pas une baguette magique, il ne transforme pas tout, mais c'est un instrument puissant pour rapprocher les gens.

Comment le Comité international olympique (CIO) parvient-il à conjuguer son idéal de neutralité avec la nécessité de sanctionner certains régimes ? Cette année, les athlètes russes et biélorusses ne pourront participer que sous bannière neutre.

Disons que les violations les plus flagrantes ne peuvent pas être acceptées. Le CIO a exclu la Russie non pas, selon la version officielle, parce que ce pays avait déclenché la guerre contre l'Ukraine, mais parce qu'il avait inclus dans les organes sportifs russes des comités olympiques de territoires ukrainiens annexés par la Russie, ce qui était contraire à la charte olympique. L'Afrique du Sud, elle, avait été exclue pour des raisons d'apartheid, contraire à la Charte également. Autre exemple : l'Afghanistan a été exclu en 1996 [avec l'arrivée au pouvoir des talibans], du fait de la discrimination à l'égard des femmes, qui avaient l'interdiction de pratiquer le sport. Quelques années plus tard, en 2012, l'Arabie saoudite, qui ne voulait pas envoyer de femmes aux JO de Londres, a dû revenir en arrière car le CIO menaçait d'exclure sa délégation si celle-ci ne comptait aucune athlète féminine. On voit donc qu'il y a des leviers qui peuvent jouer. Alors on se dit, pourquoi exclure la Russie et ne pas l'avoir fait avec les Etats-Unis après la guerre en Irak ? Peut-être que les temps ont changé, que ce n'est pas la même époque.

« Pour l'instant, le Comité olympique palestinien n'a pas demandé l'exclusion d'Israël : l'Autorité palestinienne ne veut pas couper le contact avec l'Etat hébreu »



IRIS

Moscou ne digère pas cette exclusion, et lance des compétitions parallèles comme les Jeux de l'Amitié. Peuvent-ils devenir un concurrent crédible aux JO ?

Il y a effectivement une volonté de la Russie de développer d'autres Jeux, mais ce type d'initiatives a toujours échoué car le CIO a, en quelque sorte, tué la concurrence. Il lui suffirait de menacer d'exclusion des JO les sportifs ou les nations qui participeraient à ces Jeux parallèles pour que tout rentre dans l'ordre. Toutes ces tentatives de créer des compétitions en dehors ou à côté des JO n'arriveront pas à les surclasser. Mais il est vrai que, dans ce qu'on appelle la doctrine Karaganov, du nom de ce géopoliticien très proche du régime, il y a bien la volonté de concurrencer le CIO qui est, selon lui, coupable de discrimination à l'égard de la Russie et qu'il accuse d'être tombé dans des dérives commerciales.

Pascal Boniface, géopolitologue

Directeur de l'Institut de relations nationales et stratégiques (Iris), il publie sa troisième BD *Géostratégix* avec l'illustrateur Tommy. Les cent planches de cette édition, *Un monde de Jeux*, retracent l'histoire géopolitique du plus grand événement sportif au monde.

Au vu de la situation internationale, les Jeux de Paris vont-ils se dérouler dans un contexte particulièrement à risques ?

Il y a quand même deux guerres en cours, entre la Russie et l'Ukraine, et entre l'Israël et la Palestine, ainsi que d'autres conflits dont on parle moins, comme au Soudan et en RDC. La Russie a été exclue en tant que nation, Israël ne l'est pas puisque, selon Thomas Bach (président du CIO), il n'a pas commis les mêmes actes que la Russie. Il y a bien des morts, des bombardements civils mais ce n'est pas pour cette raison que la Russie a été exclue. Pour l'instant, le Comité olympique palestinien n'a pas demandé l'exclusion d'Israël : l'Autorité palestinienne ne veut pas couper le contact avec l'Etat hébreu.

En quoi ces JO peuvent changer la donne pour la France, son image, sa place dans le monde ?

Les Jeux ne vont pas changer l'économie française, ni le nombre de ses soldats. Mais, en termes d'image, c'est capital. Bien sûr, il faudra qu'il n'y ait pas d'incidents comme lors de la finale de la Ligue des champions [en mai 2022 au Stade de France], que les compétitions se déroulent normalement, que les supporters soient bien accueillis, que la sécurité, notamment de la cérémonie d'ouverture, soit assurée – la sécurité est l'enjeu essentiel, la priorité quand on organise un événement. Le dossier des Jeux de Paris a été construit de façon à mettre en lumière les plus beaux monuments de Paris et de la région, comme le château de Versailles. C'est une façon de montrer la France au reste du monde. C'est un enjeu de soft power extrêmement important.

Interview Jon Elizalde
@Jon_Elizalde

Identités
Investir dans l'avenir, pas dans le passé

La chronique de Hakim El Karoui



Les élections européennes s'annoncent mauvaises pour le gouvernement et Emmanuel Macron. Malgré le bon débat réalisé par Gabriel Attal qui a plusieurs fois mis en difficulté Jordan Bardella en montrant notamment le peu de crédibilité de son programme (« une double frontière » pour la France ?), rappelé l'importance de l'immigration dans l'économie nationale en éloignant les anathèmes du Rassemblement national sur le sujet et planté quelques piques dans un programme d'extrême droite qui consiste à être toujours contre (quitte à varier avec le vent, telle la girouette d'Edgar Faure), la majorité risque de faire un mauvais, voire très mauvais score le 9 juin.

Pourquoi cette situation ? Parce que le Rassemblement national arrive aujourd'hui à élargir son audience. Hier encore infréquentables dans les cercles dirigeants parisiens, ses élus deviennent acceptables, des discussions s'engagent et des hauts fonctionnaires – souvent aigris – se disent qu'après tout, ils pourraient servir d'accélérateurs de carrières.

Du côté du patronat, notamment les petits patrons, on n'aime pas insulter l'avenir et d'ailleurs on se retrouve dans beaucoup de diatribes du RN (excès d'impôts, de normes, insécurité…). Alors la liste Bardella monte, aidé aussi par sa médiatisation : pour la première fois, une figure centrale du FN/RN ne s'appelle plus Le Pen.

Opportunité. Faisons d'une contrainte une opportunité. Le principal argument du gouvernement pour ne pas désindexer les pensions, c'était le soutien des retraités à sa politique. Si les retraités se détournent de sa politique, pourquoi alors les soutenir coûte que coûte sachant que ce soutien a valu une augmentation du coût total des pensions de 15 milliards d'euros en début d'année ?

Rappelons quelques faits : les retraités ont un revenu supérieur à celui des actifs (de 5%) ; ils ont cotisé beaucoup moins pour leurs parents que ce qu'ils touchent aujourd'hui ; le taux de pauvreté des retraités est de 7% contre 21% pour les enfants (un enfant sur cinq en France vit dans une famille située sous le seuil de pauvreté) et 15% pour l'ensemble de la population ; la fiscalité des retraités (notamment la CSG) est inférieure à celles des autres ménages, en raison de leur pauvreté supposée ; les pensions coûtent aux actifs français chaque année toutes choses égales par ailleurs 90 milliards d'euros de charges supplémentaires comparées à leurs homologues allemands.

Alors, pourquoi attendre ? La fenêtre de l'inflation élevée a été ratée par raisonnement électoral. Aujourd'hui, alors qu'il faut trouver 10 milliards pour l'année, 20 milliards pour l'an prochain, la désindexation des pensions est nécessaire : c'est efficace sur le plan des finances publiques, c'est juste compte tenu des déséquilibres et c'est un signal politique majeur. Il est temps d'investir dans l'avenir. Et plus dans le passé.

@helkaroui

DR

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 – ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES | 28 mai 2024 | & l'Opinion | NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Des troupes américaines se préparent à un conflit à un jet de pierre de Taïwan

ITBAYAT, Philippines – Les Marines américains et philippins arrivent par vagues sur cette petite île située à près de 160 kilomètres de la pointe sud de Taïwan. Un peloton armé de fusils automatiques et de mitrailleuses jaillit des Black Hawks et prend position autour de l'aérodrome. Dans un tourbillon d'air chaud et de poussière, des hélicoptères Chinook déposent des dizaines d'hommes supplémentaires.

Ils déchargent des bidons de carburant, des sacs de rations de combat et des caisses de fournitures médicales, des petits drones et du matériel de communication par satellite – tout ce dont ils pourraient avoir besoin pour un séjour de trois jours.

Si leur voyage avait continué vers le nord, ils auraient atteint Taïwan en moins d'une heure.

Il s'agit d'un exercice militaire : les fusils n'ont pas de munitions et les lance-missiles Javelin n'ont pas de missiles. Mais les Marines se préparent à un conflit bien réel, peaufinant une stratégie présentée comme cruciale pour combattre la Chine dans son propre voisinage, en imposant une bataille à partir du chapelet d'îles qui la bordent.

Ce type de terrain est censé être leur domaine d'excellence.

Ils appartiennent au 3e Régiment de Marines du Littoral, créé il y a deux ans dans le cadre d'une vaste réorganisation visant à mieux préparer le Corps des Marines américains à la rivalité entre grandes puissances, après des décennies de combats en Irak et en Afghanistan. Le *Wall Street Journal* s'est envolé avec eux jusqu'à Itbayat, à 90 minutes en hélicoptère de la grande île philippine la plus proche, avant de sauter d'île en île pour rejoindre les sites mili-

Lire CONFLIT en page III



SIPA PRESS

Les Marines américains ont participé à un exercice militaire conjoint dans le nord des Philippines au début du mois.

L'immigration massive met sous pression les écoles américaines

STOUGHTON, Massachusetts – Sandla Desir, élève de quatrième, lit discrètement à voix haute, avec un fort accent, le livre du Dr Seuss Poisson un, poisson deux, poisson rouge, poisson bleu, dans une salle de classe.

Ce n'est pas un ouvrage destiné à un enfant de 13 ans. Mais lorsque Sandla a commencé à fréquenter l'O'Donnell Middle School en septembre, cette créolophone née en Haïti savait à peine lire.



MEL MUSTO FOR THE WALL STREET JOURNAL

Sandla Desir, une haïtienne âgée de 13 ans, savait à peine lire quand elle est arrivée aux Etats-Unis.

« Son niveau d'aisance linguistique est remarquable », affirme aujourd'hui Amy Quealy, qui dirige le programme d'enseignement de l'anglais pour le district scolaire de Stoughton, une ville de banlieue au sud de Boston, dans le Massachusetts.

Les progrès de Mme Sandla illustrent à la fois les succès et les difficultés des jeunes migrants qui affluent dans tout le pays et dont le nombre est sans précédent dans l'histoire récente.

Des millions de migrants, la plupart demandeurs d'asile, ont franchi la frontière ces dernières années et ont été autorisés à s'installer aux Etats-Unis le temps qu'un juge fédéral spécialisé dans les affaires d'immigration décide de leur sort – une procédure qui peut durer des années. Selon les données fédérales, depuis 2021, un million d'enfants, seuls ou avec leur famille, sont arrivés dans le cadre de cette vague record.

Une fois aux Etats-Unis, ils s'installent en ville et intègrent les écoles publiques, ce qui augmente les contraintes financières et logistiques sur les communautés dans lesquelles ils arrivent en grand nombre. Les districts scolaires doivent recruter des enseignants et du personnel capables d'enseigner l'anglais et aménager des locaux pour les nouveaux élèves, tout en étant souvent dans l'attente du financement supplémentaire promis par le gouvernement fédéral ou l'Etat.

Les écoles de Denver ont ainsi déclaré au début de l'année accuser un déficit de 17,5 millions de dollars en raison de l'arrivée de nouveaux élèves migrants.

Les établissements scolaires de Stoughton comptaient récemment plus de 500 élèves apprenant l'anglais, soit deux fois plus qu'il y a trois ans. Cette augmentation est en partie due au fait que 90 élèves, scolarisés de la maternelle au lycée, sont placés par l'Etat dans deux hôtels proches servant de foyers d'accueil pour les sans-abri. Nombre

Lire IMMIGRATION en page II

Le boom de l'IA force les salariés de la tech à se réinventer

A l'heure où toutes les entreprises veulent subitement faire de l'intelligence artificielle (IA), pour les salariés, le changement, c'est maintenant : il faut acquérir les compétences que tout le monde recherche.

Pour y parvenir, tous cherchent à combler l'écart entre ce qu'ils savent déjà et ce qu'ils auront besoin de savoir demain, accumulant compétences et connaissances pour ne pas se laisser distancer par cette technologie révolutionnaire. Les sociétés technologiques, elles, veulent toutes devenir des spécialistes de l'IA et former leurs équipes pour qu'elles excellent en la matière.

« Depuis deux ou trois mois, j'envoie des CV très axés sur l'IA », témoigne ainsi Asif Dhani. Le trentenaire, qui vit à Irvine, en Californie, a été licencié de son poste de responsable produit technique chez Amazon en mars.

Il a passé d'innombrables entretiens d'embauche pour des postes de responsable produit IA, mais aucun n'a débouché sur une proposition concrète. Il a travaillé avec les grands modèles de langage (LLM), mais pas depuis 2016, or la technologie a beaucoup changé depuis. Et il ne sait pas non plus si les entreprises savent vraiment ce qu'elles cherchent. Cerise sur le gâteau : deux recruteurs lui ont dit crouler sous des centaines de candidatures.

Prochaine étape : deux semaines de formation chez Deep Atlas pour 6 800 dollars. « Me former, c'est un investissement qui en vaut le coup », affirme-t-il, même si le boot camp ne lui apporte pas de travail.

Une chose est sûre : dans la tech, en ce moment, il n'y a pas un marché du travail, mais

Lire IA en page II

Edited from the original

IMMIGRATION

Suite de la page I

d'entre eux appartiennent à des familles de migrants haïtiens récemment arrivés.

Les Haïtiens ont afflué dans le Massachusetts, qui compte une importante communauté originaire de ce pays des Caraïbes endémiquement en crise.

AUGMENTATION DES COÛTS

Ces 90 élèves supplémentaires ont coûté à Stoughton, où 3 740 élèves sont scolarisés, au moins 500 000 dollars en frais de personnel et de transport.

« Certains élèves n'ont même pas les notions de base dans leur première langue. Parfois, ils ont vécu dans deux, trois ou quatre pays alors qu'ils n'ont même pas cinq ans »

L'Etat dit avoir remboursé la quasi-totalité de cette somme. Mais le délai et l'incertitude sur le montant de ce remboursement ont empêché le district de planifier les choses correctement, indique Joseph Baeta, le surintendant de Stoughton.

Cette année, les dépenses les plus pressantes ont été l'embauche de cinq personnes, dont deux professeurs, et l'achat d'un bus pour transporter les élèves vers et depuis les hôtels, précise M. Baeta. Le district est passé de sept à dix-sept enseignants d'anglais seconde langue au cours des cinq dernières années.

Le Massachusetts est également tenu de fournir un abri à toute famille qui en fait la demande. Les migrants représentaient récemment près de la moitié des 7 477 familles SDF vivant dans les foyers d'accueil de l'Etat, qui sont pleins. Depuis octobre 2022, le Massachusetts a déboursé environ 26 millions de dollars pour rembourser aux districts scolaires les coûts liés aux élèves vivant dans ces centres d'hébergement.

Dans certains cas, l'Etat a également regroupé des migrants afin de réduire les coûts et logé les familles dans des lieux dotés de services sociaux, notamment à Stoughton. Ces derniers mois, environ 45 élèves migrants qui vivaient dans d'autres villes du Massachusetts ont été relogés à Stoughton.

Les autorités scolaires de Stoughton affirment que ces déménagements compliquent encore l'adaptation des enfants migrants à leur nouvelle vie aux Etats-Unis.

« Nous devons atténuer les souffrances qu'ils ont vécues pendant leur périple pour arriver chez nous, mais maintenant on nous demande de faire de même pour celles que nous leur infligeons », déplore M. Quealy, le directeur de l'enseignement de l'anglais.

Peabody, ville située au nord de Boston, accueille également davantage d'élèves en raison des mesures prises pour regrouper ces migrants. Josh Vadala, directeur du district scolaire, explique que 80 élèves migrants supplémentaires se sont inscrits au cours de l'année scolaire, les nouveaux venus arrivant souvent avec un préavis très court.

MM. Vadala et Baeta assurent qu'ils ont fait de leur mieux pour apaiser les inquiétudes exprimées par les membres de la communauté locale en veillant à ce qu'aucun élève déjà scolarisé ne soit transféré dans un autre établissement. « C'est souvent dans ce genre de situation que naît l'animosité, lorsque les élèves de la région n'ont plus le nécessaire », déclare M. Vadala.

« DE GRAVES SÉQUELLES DE TRAUMATISME »

Les élèves migrants arrivent fréquemment avec un bagage scolaire faible et en ayant vécu des événements difficiles dans leur pays d'origine et au cours de leur voyage vers les Etats-Unis. Une élève d'une classe d'anglais de la Stoughton High School a, par exemple, écrit, à la suite d'une discussion sur les animaux domestiques, que des gangs en Haïti avaient tué et mangé son chat, rapporte Thais Payne, une enseignante.

« Les traumatismes créent de graves séquelles. Certains élèves n'ont même pas les notions de base dans leur première langue, explique M. Baeta. Parfois, ils ont vécu dans deux, trois ou quatre pays alors qu'ils n'ont même pas cinq ans. »

Stoughton est une ville qui a toujours attiré les immigrés. M. Baeta, le directeur de l'école, en est un lui-même : né aux Açores, il s'est installé cette ville de la classe moyenne à l'âge de cinq ans. Aujourd'hui, les élèves des écoles de Stoughton parlent plus d'une vingtaine de langues. Le portugais reste la plus répandue, mais le créole haïtien arrive en deuxième position et gagne du terrain.

Le district se prépare à accueillir 40 enfants supplémentaires, qui vivent dans les centres d'hébergement et entreront en maternelle cet automne.

L'afflux d'adolescents représente un défi particulier, car ils ne bénéficieront pas des nombreuses années d'enseignement de l'anglais indispensables pour réussir à l'école, rappelle M. Payne. « Ce que nous essayons de faire, c'est de faire mentir les statistiques » avec les élèves les plus âgés, ajoute l'enseignant en lycée.



SIPA PRESS

Depuis 2021, un million d'enfants, seuls ou avec leur famille, ont immigré aux Etats-Unis.

L'anglais peut être une langue difficile à apprendre. Lors d'une récente discussion, Dany Cherry, 15 ans, qui vit dans un foyer avec son père haïtien, a lu à voix haute la phrase « les gens portent rarement des tongs en hiver », tandis que le reste de la classe s'efforçait d'identifier l'adverbe.

Plus tard, un autre élève a demandé pourquoi « live » pouvait signifier deux choses, avec deux prononciations différentes [« vivre » et « en direct »]. Après avoir ramassé les réponses écrites des élèves concernant l'utilisation du mot, M. Payne leur a fait remarquer : « Ah, vous avez tous choisi le sens le plus facile : "I live in Stoughton" (je vis à Stoughton) ».

A peine inscrits à l'école, de nombreux migrants risquent de devoir la quitter. Une loi récemment adoptée dans le Massachusetts pose de nouvelles limites à la durée de séjour dans les centres d'hébergement. Le sort de ceux résidant actuellement dans ces foyers, à Stoughton et ailleurs, reste donc flou.

La recherche de logements dans la région métropolitaine de Boston, où les appartements sont difficiles à trouver et très chers, pourrait conduire les familles qui en trouvent un à s'installer ailleurs qu'à Stoughton. Cette situation inquiète déjà Sandla, l'élève de quatrième, explique sa mère, Dianise Archange.

« Elle m'a dit qu'elle aimait l'école, alors elle me demande de trouver un logement dans le coin », poursuit Mme Archange, 35 ans, aidée par un interprète. La matière préférée de Sandla, qui rêve de devenir pilote, est la science.

Sandla et ses parents ont fui Haïti pour le Brésil il y a plusieurs années, puis ils se sont rendus au Mexique avant d'attendre plusieurs mois pour entrer aux Etats-Unis via un poste frontalier officiel en août, indique Mme Archange. La famille a récemment déposé une demande d'asile.

Mme Archange espère également faire venir son fils – le frère jumeau de Sandla – aux Etats-Unis. Il vit actuellement avec une tante en République dominicaine.

Jon Kamp
et Alicia A. Caldwell

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

IA

Suite de la page I

deux. Dans le premier, il y a la crème de la crème des talents de l'IA, des gens qui possèdent les connaissances techniques ou l'expérience des grands modèles de langage (ces modèles qui permettent aux chatbots de générer du contenu), et des entreprises qui veulent les recruter mais ont du mal à le faire, parce qu'ils ne sont pas assez nombreux.

Dans le second, il y a tous les autres : des milliers de personnes qui ont été licenciées ces dernières années, ainsi qu'une grande partie de celles qui sont toujours en poste mais voient les styles de management évoluer, les réorganisations et les microcoupures budgétaires s'enchaîner, et les ressources aller de plus en plus souvent vers l'IA. Ces salariés sont en train de se former pour ajouter les qualificatifs si prisés à leur parcours avant d'aller se battre sur un marché du travail de plus en plus encombré.

Tony Phillips, cofondateur de Deep Atlas, raconte qu'il a remarqué que les salariés de la tech qui veulent se former expriment de plus en plus une forme d'urgence à le faire. La société vient d'ailleurs d'ouvrir cinq stages de formation à l'IA supplémentaires pour cet été.

« Les gens commencent de voir concrètement que leur job pourrait devenir obsolète, explique-t-il. Et qu'ils ne seront vraisemblablement pas remplacés par l'IA, mais par quelqu'un qui sait s'en servir et va venir faire leur boulot à leur place. »

Fin décembre, le nombre d'utilisateurs de LinkedIn mentionnant Copilot et ChatGPT dans leur liste de compétences était 142 fois plus élevé qu'un an plus tôt, selon l'indice 2024 Work Trend établi par Microsoft et le réseau social professionnel. Les offres d'emploi publiées sur LinkedIn mentionnant l'IA obtenaient, selon l'indice, 17% de candidatures de plus que les autres.



SIPA PRESS

Sur LinkedIn, les offres d'emploi mentionnant l'IA obtiennent 17% de candidatures de plus que les autres.

Le responsable commercial d'une entreprise de SaaS raconte que sa société a mené plusieurs réorganisations ; plusieurs petites vagues de licenciements ont été annoncées et les évaluations annuelles de performance ont été durcies. Fort de plus de dix ans d'expérience, il a postulé chez OpenAI et Anthropic en début d'année, mais n'a pas reçu de réponse. Il le sait : pour que son profil intéresse, il faut qu'il se forge une expérience de la vente avec l'IA.

De leur côté, si elles investissent massivement dans l'IA, les sociétés technologiques ne se sont pas lancées dans les campagnes intensives de recrutement qu'elles avaient menées il y a quelques années : le nombre moyen d'offres publiées par mois est ainsi, selon CompTIA, passé d'environ 308 000 en 2019 à 180 000 en avril dernier.

Les postes dans l'IA et le machine learning pèsent de plus en plus lourd dans les métiers de la tech aux Etats-Unis, mais ils y restent minoritaires : ils représentaient 9,5% des emplois technologiques en janvier 2023 et 11,5% en avril 2024, d'après des données du cabinet Lightcast. Cette progression intervient cependant dans un contexte de marasme du marché de l'emploi dans la tech, nuance Art Zeile, directeur général de DHI Group, la maison mère du site d'offres d'emploi Dice.

Selon lui, ce sont surtout les cabinets de conseil qui recrutent dans l'IA.

« Ce que cela signifie, c'est que les grandes entreprises commencent par embaucher des consultants pour travailler sur des prototypes », souligne-t-il.

Pour Nancy Xu, fondatrice du cabinet de recrutement Moonhub, spécialisé dans les métiers de l'intelligence artificielle, beaucoup de salariés de la tech veulent résoudre des problèmes liés à l'IA. Parfois, ils travaillent dans une société qui fait rêver, « mais ils la quittent parce qu'ils veulent travailler pour une entreprise qui ne fait que de l'IA ».

« Les gens commencent à voir concrètement que leur job pourrait devenir obsolète. Et qu'ils ne seront vraisemblablement pas remplacés par l'IA, mais par quelqu'un qui sait s'en servir »

Pour elle, le manque d'expérience ne doit pas décourager les candidats : beaucoup d'entreprises cherchent des gens capables de concevoir des applications qui prennent les grands modèles de langage comme base, donc qui ont des compétences en ingénierie logicielle et pas forcément en IA.

OpenAi recrute d'ailleurs des personnes qui débutent dans ce domaine, souligne Elena Chatziathanasiadou, qui dirige le programme de résidence de la maison mère de ChatGPT, qui dure six mois. Plus que l'expérience dans l'IA, explique-t-elle, c'est l'envie d'apprendre et l'intérêt pour la mission de l'entreprise qui comptent. Le programme accepte ainsi les jeunes qui ont quitté la fac, des neuroscientifiques et même un diplômé de la Juilliard School [NDLR : un conservatoire new-yorkais de musique et de danse] qui a travaillé sur un projet de recherche en musicologie basé sur l'IA.

« Ce qu'on recherche, ce sont des gens capables de comprendre le domaine », affirme Mme Chatziathanasiadou.

Anna Wang, responsable de l'IA chez Multiverse, une société spécialisée dans les technologies de l'éducation, est en train de recruter une équipe d'ingénierie qui planchera sur l'apprentissage automatique. Ses trois principaux critères : des compétences en code, des soft skills (capacité à apprendre vite et à travailler en équipe), plus des bases de théorie de l'IA, même acquises sur Internet.

Elle a déjà beaucoup de mal à trouver des profils qui remplissent les deux premiers ; si elle ajoute le troisième en voulant des gens « qui ne savent pas que faire joujou avec ChatGPT » et comprennent vraiment quels outils d'IA sont pertinents pour quel problème, c'est presque mission impossible.

Les grands noms de la tech, de leur côté, essaient de former la totalité de leurs effectifs à l'IA. Trailhead, la plateforme de formation de Salesforce, propose par exemple 43 modules liés à l'IA, des fondamentaux à son usage éthique. Plus de 60 000 salariés du groupe en ont déjà suivi au moins un.

« Pour nous, tout le monde doit se former et, d'une manière ou d'une autre, avoir les compétences nécessaires pour réussir dans ce nouveau monde », explique Jayesh Govindarajan, vice-président senior de Salesforce AI.

Juliet Kelso, consultante qui a travaillé pour Meta et Google sur des projets destinés à repérer les cas dans lesquels il est pertinent d'avoir recours à l'IA, s'est intéressée au domaine il y a un an et demi, avant que la concurrence n'y devienne aussi intense. Elle a décidé de se former à l'IA par elle-même.

« J'ai fait un projet de recherche qui m'a permis de trouver les meilleurs outils d'IA en fonction de la taille de l'entreprise, du cas d'usage et de la plateforme d'IA que le client veut », détaille-t-elle.

Elle a aussi fondé Oasis Collective à San Francisco, un groupe qui propose des actions de réseautage et de formation pour les femmes de l'IA. Elle raconte qu'elle a rencontré des fondatrices qui s'étaient formées seules aux produits de l'IA pour pouvoir faire évoluer l'activité de leur start-up.

« Il y a une hiérarchie du cool chez les fondateurs de start-up d'IA, explique-t-elle. Le plus bas niveau de cool, c'est d'avoir une boîte, de simplement utiliser des outils d'IA intégrés à votre offre, mais de dire que vous êtes un spécialiste de l'IA. »

Katherine Bindley

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

CONFLIT

Suite de la page I

taires philippins reculés à partir desquels ils ont opéré pendant les exercices.

En cas de conflit, ces Marines avanceraient aussi loin et aussi vite que possible avec des missiles et des radars. Ils se déploieraient en petits groupes sur les îles et les côtes. Ils continueraient ensuite à se déplacer sans cesse afin que les missiles, les capteurs et les drones chinois ne les trouvent pas.

L'adversaire devrait « dépenser un sacré paquet de ressources pour savoir où nous sommes et ce que nous faisons, explique le colonel John Lehane, commandant de ce régiment de 2 500 hommes basé à Hawaï. Nous compliquerons sa prise de décision. »

Pas si facile à faire, en pratique

Evoluer dans des lieux dépourvus de tout et éloignés pose de nombreux problèmes. Certaines îles sont dotées de pistes d'atterrissage assez grandes tandis que d'autres n'ont que de petits héliports. Les zones côtières les plus lointaines ne sont pas toujours reliées par des routes suffisamment larges pour permettre de transporter des systèmes radar et des batteries de missiles. Les Marines auraient besoin de petits navires pour manœuvrer, mais ils n'en disposent pas.

Au combat, les menaces seraient omniprésentes, ce qui compliquerait l'acheminement du ravitaillement. La Chine dispose d'un formidable arsenal de missiles, ainsi que de drones de toutes formes et de toutes tailles. Et elle a un avantage : elle se bat dans ce qu'elle considère être son arrière-cour, à proximité de sa flotte navale, de ses bases militaires et d'un vaste réseau de surveillance.

Une des missions des Marines serait d'enliser la Chine dans les premières phases d'un conflit, afin de donner le temps aux autres forces américaines de se mettre en place



SIPA PRESS

En mer de Chine méridionale, Pékin à un avantage : il se bat dans ce qu'il considère être son arrière-cour, à proximité de sa flotte navale, de ses bases militaires et d'un vaste réseau de surveillance.

Une des missions des Marines serait d'enliser la Chine dans les premières phases d'un conflit, afin de donner le temps aux autres forces américaines de se mettre en place. Depuis la ligne de front, ils seraient en position d'avoir une image précise de l'espace de bataille grâce à l'utilisation de capteurs et de petits drones. Ils pourraient tirer des missiles pour détruire des navires chinois ou transmettre des données de ciblage aux avions et aux navires de guerre américains et alliés afin qu'ils déclenchent des frappes.

Ces unités plus petites et plus agiles fonctionneraient comme une sorte de cavalerie littorale du XXI^e siècle, selon Benjamin Jensen, membre du Centre d'études stratégiques et internationales de Washington et enseignant à l'Université du Corps des Marines.

« L'idéal serait d'avoir des forces fluides qui remontent et descendent la première chaîne d'îles, ce qui obligerait [la Chine] à les chercher en permanence », explique-t-il, en évoquant des terres qui s'étirent du Japon à Taïwan, au nord des Philippines et à la mer de Chine méridionale. Cela imposerait une « taxe énorme » au réseau de renseignement de la Chine, ajoute-t-il.

« Chaque capteur que la Chine mobilisera pour rechercher un régiment du littoral du Corps des Marines sera un capteur qui ne sera pas affecté à une autre cible, détaille encore M. Jensen. Il s'agit de les forcer à chasser des chimères. ».

Pour ce faire, les Marines devront toutefois résoudre plusieurs quadratures du cercle.

Voyager léger tout en restant létal. Acheminer de la nourriture, du carburant et des missiles à travers un réseau d'îles très étendu. Recueillir des tonnes d'informations sur les mouvements de l'ennemi sans révéler les leurs.

Et tout cela en étant à proximité de la Chine, où le simple fait d'allumer une radio ou un radar pourrait faire d'eux une cible.

Au cours des deux dernières années, le 3^e Régiment de Marines du Littoral s'est entraîné sur des îles hawaïennes, a simulé des combats en Californie et a effectué quatre séjours aux Philippines. Les Marines ont répété des tactiques pour communiquer sans se faire détecter, en créant par exemple beaucoup de bruit dans le spectre électromagnétique pour confondre les forces ennemies ou en attirant l'attention sur différentes caractéristiques de leur formation qui pourraient correspondre ou ne pas correspondre à quelque chose de pertinent.

Les racks de serveurs étaient remplacés par des équipements de la taille d'un ordinateur portable tandis que des imprimantes 3D fabriquaient des pièces de rechange. « Nous affinons continuellement l'équilibre entre rendre le paquetage le plus léger possible afin de réduire le fardeau logistique et veiller à ce qu'il soit crédible et apte au combat », indique M. Lehane.

« Voir le terrain, le photographier »

Au cours des derniers exercices, fin avril-début mai, plusieurs petites équipes ont été transportées sur trois îles minuscules dispersées dans le détroit stratégique de Luçon.

Il s'agissait pour les Marines qui sautent d'île en île et leurs alliés de signifier leur présence sur des lieux où ils pourraient un jour avoir à combattre les forces chinoises.

« Nous procédons constamment à des évaluations sur les îles, précise le lieutenant-colonel Mark Edgar, qui a participé à la supervision des exercices. Tout est évalué, de la capacité des pistes d'atterrissage à celle des ports en passant par celle des plages. »

Ils ont mesuré la quantité de carburant consommé. Ils ont fait atterrir des hélicoptères dans des champs ou sur des « aires d'atterrissage rapide ». Ils ont purifié l'eau d'un ruisseau à l'aide d'un système portable.

Pendant les trois jours à Itbayat, où vivent 3 000 civils, ils ont campé dans un bâtiment abandonné près de la piste d'atterrissage. Ils ont envoyé des patrouilles dans la ville locale, qui serait une source potentielle de nourriture et d'eau en cas de crise, et dans les ports. Ils ont mesuré les routes et les ponts afin de savoir quels véhicules ils pourraient emporter, et ont poussé jusqu'au nord de l'île, qui fait face à Taïwan, pour en avoir une vision plus précise.

Une autre équipe s'est rendue plus loin, à Mavulis, un petit bout de terre à la frontière nord des Philippines, à 140 kilomètres seulement de Taïwan. Ses membres ont rejoint le petit détachement tournant de l'armée philippine – aucun civil ne vivant sur l'île – et sont allés pêcher ensemble. Ils savaient déjà en préparant le voyage qu'ils ne pouvaient pas faire atterrir des avions de type Osprey [NDLR : avion à décollage et atterrissage vertical]. En effectuant des patrouilles, ils ont découvert que les chemins montagneux qui semblaient praticables sur les images satellite, ne l'étaient pas en réalité.

« Rien ne remplace la présence d'un Marine sur le terrain et l'observation réelle de ce terrain, souligne le colonel Edgar. C'est là que nous apprenons le plus, grâce à ce que nous appelons la reconnaissance physique : il s'agit d'être sur place, de voir le terrain, de prendre des photos et de le comprendre. »

Cela leur donne aussi l'occasion de constater leur manque le plus criant, à savoir des navires capables de transporter les Marines et leur matériel d'île en île ou d'un point à l'autre de la côte. Sans eux, les Marines voient leurs possibilités limitées par un terrain accidenté, des petits ponts et des routes étroites. Ils dépendent des hélicoptères, qui sont plus visibles et transportent de plus petits chargements.

Le programme de production de tels bateaux a été retardé et la construction n'a pas commencé.

La « bulle défensive » de la Chine

Les régiments du littoral sont confrontés à deux problèmes, souligne Mark Cancian, ancien colonel du Corps des Marines. Tout d'abord, en cas de conflit, il serait difficile de les réapprovisionner en missiles dans des endroits dépourvus de tout, à l'intérieur de la « bulle défensive » de la Chine. Selon M. Cancian, qui a dirigé l'année dernière un wargame mettant en scène des Marines passant d'île en île, le risque serait qu'après avoir réussi quelques frappes utiles, ils n'aient plus la possibilité d'en réaliser davantage.

Accéder aux îles pourrait aussi s'avérer problématique, ajoute-t-il. Manille accueillerait probablement les Marines si un combat éclatait en mer de Chine méridionale, où elle est confrontée à des menaces directes de la part de Pékin. Mais il est beaucoup moins certain qu'elle ferait de même pour aider les Etats-Unis à repousser une attaque chinoise contre Taïwan.

Les Marines disposent de deux régiments du littoral, l'un à Hawaï et l'autre à Okinawa, au Japon. Un troisième régiment est en cours de constitution.

Selon M. Cancian, les Marines seraient plus efficaces s'ils étaient déjà en position au moment où les hostilités éclateraient. C'est ce qui donne un avantage au régiment basé au Japon car il aurait la capacité de descendre le long des îles Ryukyu qui s'étirent au sud-ouest du pays jusqu'à Taïwan. En revanche, les Marines basés à Hawaï pourraient avoir à se frayer un chemin.

Ce régiment passe de plus en plus de temps aux Philippines. Arrivé en avril pour des exercices baptisés Balikatan, il va rester jusqu'en juin pour participer à une autre série d'exercices. D'ici là, nombre de ses membres auront passé jusqu'à cinq des quatorze derniers mois aux Philippines.

Si la Chine décidait d'envahir Taïwan, les forces américaines souhaiteraient déplacer certains de ses avions de guerre vers neuf sites militaires philippins auxquelles elles ont accès

Cela augmente les chances qu'ils se trouvent dans la région au moment où une crise surviendrait.

Un pied dans la porte

L'alliance entre Manille et Washington n'a jamais été aussi forte depuis des décennies. Les Etats-Unis n'ont pas de bases dans le pays mais ils ont conclu un accord leur donnant accès à des sites militaires philippins afin d'en moderniser les installations. L'année dernière, Washington a conclu un accord pour étendre cet accès à quatre nouveaux sites, portant le total à neuf.

Si la Chine décidait d'envahir Taïwan, les forces américaines souhaiteraient déplacer certains de ses avions de guerre vers ces sites. L'idée serait de disperser les avions américains sur un ensemble de bases et même d'aérodromes civils dans la région afin que la Chine ait plus de difficulté pour les cibler et que les Etats-Unis disposent de plus d'options pour frapper, explique Becca Wasser, chargée de recherche au Centre pour une nouvelle sécurité américaine et organisatrice de wargames.

Les régiments de Marines du littoral, quant à eux, se mobiliseraient pour tenter de contenir la flotte chinoise à l'intérieur du premier chapelet d'îles, selon Mme Wasser. Autrement dit, il s'agirait de l'empêcher de sortir de la première chaîne d'îles et de menacer les forces américaines qui attaqueraient depuis l'arrière.

Les Marines auraient également pour mission de contrer la stratégie « anti-accès » de la Chine, qui vise à verrouiller la zone et à la rendre trop dangereuse pour les forces américaines qui voudraient s'approcher de Taïwan.

« Nous maintenons notre pied dans la porte afin qu'elle ne puisse être refermée pour le reste de la force conjointe, ce qui nous mettrait potentiellement en danger, explique le lieutenant-colonel James Arnold, qui dirige le bataillon antiaérien du 3^e régiment de Marines du littoral. C'est pourquoi nous travaillons tous les jours sur des tactiques qui nous permettraient de le faire de manière efficace et avec une bonne capacité de survie. »

Niharika Mandhana

(Traduit A partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

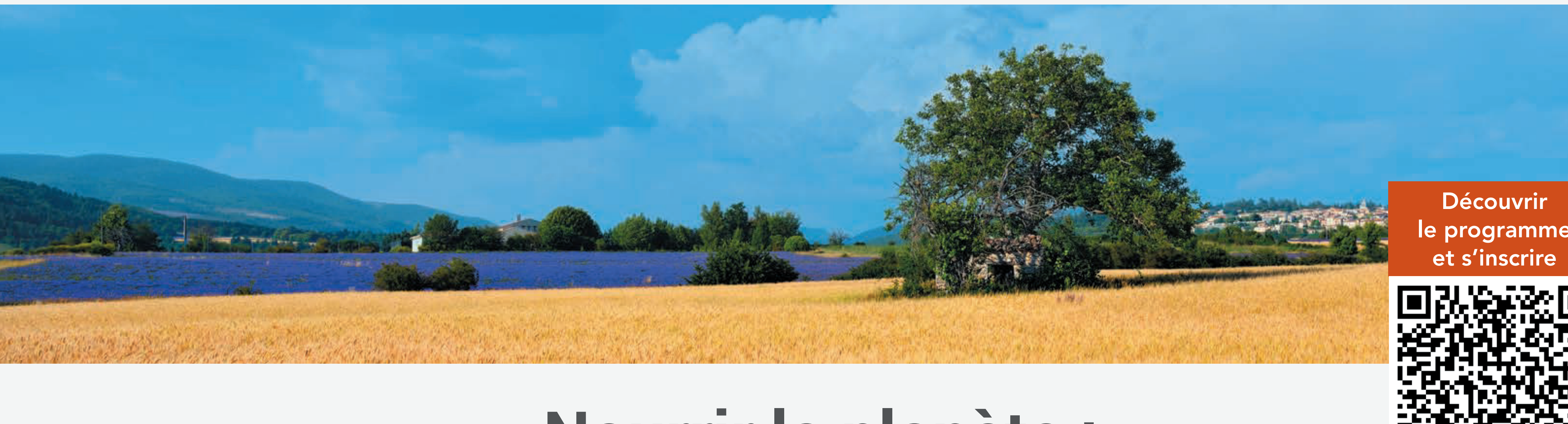
Edited from the original



SIPA PRESS

Le président philippin Ferdinand Marcos et Joe Biden. L'alliance entre Manille et Washington n'a jamais été aussi forte depuis des décennies.

Conférences by l'Opinion



Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16e

Avec la participation de :



Sébastien Abis
Directeur, club Demeter



Michel Biero
Président, Lidl France



Thierry Blandinières
Directeur général, InVivo



Audrey Bourolleau
Fondatrice de Hectar



Christoph Büren
Président,
Groupe Vivescia



Nicolas Chabanne
Fondateur de la démarche
« C'est qui le patron ? »



Marc Fesneau
Ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté
alimentaire



Emélie Halle
Responsable
de l'approvisionnement
durable, Saipol



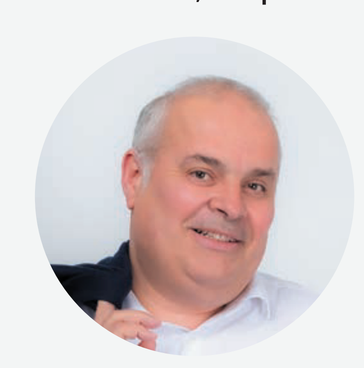
Jean-François Loiseau
Président, Intercéréales



Arnaud Montebourg
Ancien ministre,
entrepreneur



Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée auprès
du ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté
alimentaire



Yves Picquet
Président, Bayer France et
directeur, Crop Science France

I. formatio. s et i. scriptio. s gratuites : www.lopi. io. .fr/eve. eme. ts

En partenariat avec :









